

manifeste pour une véritable économie collaborative



Michel Bauwens et Vasilis Kostakis

MANIFESTE POUR UNE VÉRITABLE ÉCONOMIE COLLABORATIVE

Vers une société des communs

Traduit de l'anglais par Olivier Petitjean

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38, rue Saint-Sabin – 75011 Paris/France

Tél. : 01 43 14 75 75/www.eclm.fr

Maison d'édition de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (www.fph.ch), les **Éditions Charles Léopold Mayer** (ECLM) offrent un service éditorial aux acteurs de la transition écologique, sociale et économique. Elles éditent ainsi des ouvrages qui doivent leur permettre de développer, mettre en forme et diffuser leur plaidoyer, autour de quatre grands thèmes : transition vers des sociétés durables, gouvernance légitime et coopérations régionales, éthique et responsabilité des acteurs, information citoyenne.

Les ECLM sont membres de la Coredem (communauté de sites ressources pour une démocratie mondiale, www.coredem.info), et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (www.alliance-editeurs.org).

Vous trouverez des compléments d'information, des mises à jour, l'actualité des auteurs, etc. sur le site www.eclm.fr.

© Michel Bauwens et Vasilis Kostakis/Éditions Charles Léopold Mayer, 2017

L'ensemble du contenu de cet ouvrage est mis à disposition sous licence Creative Commons « Attribution + Pas d'utilisation commerciale + Pas de modification (BY NC ND) ».

Essai n° 223

ISBN 978-2-84377-205-4

Mise en pages, graphiques et schémas : La petite Manufacture – D. Mary

Conception graphique : Nicolas Pruvost

Les auteurs

Michel Bauwens a fondé et dirige la P2P Foundation. Il a notamment publié *Sauver le monde, vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer* (Les Liens qui libèrent, 2015). Il est belge et vit en Thaïlande.

Vasilis Kostakis est chercheur en économie politique et technologie. Il a fondé le centre de recherche interdisciplinaire P2P Lab au sein de la P2P Foundation. Il est grec et vit à Ioannina.

La **P2P Foundation** est une organisation internationale à but non lucratif consacrée à l'étude, la recherche, la documentation et la promotion des pratiques pair à pair (peer-to-peer) au sens très large.

Ce réseau est constitué de chercheurs indépendants et académiques actifs dans des mouvements sociaux populaires, et dans des institutions des secteurs public et privé œuvrant pour la transition vers un futur P2P.

Les membres de la P2P Foundation sont actifs dans le monde entier, avec des représentants en Europe, Asie, Amérique du Sud, Amérique du Nord.

<https://p2pfoundation.net>



*Ce livre est dédié à Jean Lievens, décédé en 2016 au terme
d'une vie passée à défendre la justice sociale et les communs.*



INTRODUCTION

Ce n'est un secret pour personne que le système mondial néolibéral et capitaliste traverse une crise systémique et multidimensionnelle, dont les aspects sociaux (l'inégalité croissante) mettent en danger la stabilité politique, et dont la dimension écologique met en péril l'équilibre même des processus naturels de la planète.

Mais pour faire face à cette crise, il semble que l'opposition traditionnelle et séculaire à ce système, « la gauche », soit tout autant en crise, et que la population en désarroi se tourne vers un populisme droitier et réactionnaire. Cette crise est particulièrement forte en France, ce qui est probablement dû aux rigidités du système institutionnel, qui crée des phénomènes de retardement particuliers. Ainsi, Mitterrand proposait son programme commun quand le reste de la social-démocratie européenne abandonnait ces desseins transformatifs ; et le Parti socialiste a fait tellement de compromis comme force managériale du système dominant que le Front national essaie maintenant de le dépasser sur sa gauche avec des propositions de politiques sociales.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre ouvrage, qui tente de résoudre les deux crises majeures de notre époque : la crise du capitalisme et celle de la gauche historique. Pour ce faire, nous n'utilisons pas le terme d'« anticapitaliste », mais celui de « post-capitaliste », et ce choix est important. Pourquoi ?

Notre analyse des grandes transitions civilisationnelles diffère de celle du marxisme ou, en tout cas, de ce qu'il est

devenu après la révolution russe, c'est-à-dire une analyse historique qui se concentre sur la prise de pouvoir à travers une lutte politique. Notre approche considère plutôt que ces grands changements d'ères (d'une forme civilisationnelle à une autre) sont précédés de longues périodes de transformation, durant lesquelles les forces du changement sèment dans l'ancien monde les germes du nouveau. Certes, les marxistes reconnaissent ce processus pour la révolution bourgeoise, mais, bizarrement, ne l'ont pas appliqué à la révolution ouvrière. En revanche, d'autres penseurs du changement, tels que Proudhon, Maxime Leroy ou Marcel Mauss, ont bel et bien vu dans les formes institutionnelles du mouvement ouvrier les germes d'une nouvelle société. La réalité de la domination capitaliste, surtout après 1945, avec son étatisation de la protection sociale, la marchandisation des formes coopératives et mutualistes, et la désindustrialisation néolibérale en Occident ont définitivement tué l'espoir que le commun ouvrier pourrait être le germe d'une nouvelle société. Il ne semble plus y avoir de germe visible capable de transcender le capitalisme.

Nous croyons cependant qu'une nouvelle phase historique s'est esquissée, depuis, disons, 1993. L'invention du web a démocratisé l'accès aux réseaux, qui atteint maintenant presque 40 % de la population mondiale, et a permis le développement de capacités humaines et techniques généralisant la possibilité de la forme relationnelle « pair à pair ».

En effet, depuis la démocratisation des réseaux numériques, nous voyons émerger des germes post-capitalistes, regroupés sous l'expression de « production entre pairs ».

Il s'agit de travailleurs et de citoyens partout dans le monde qui prennent l'initiative d'utiliser ces nouvelles capacités non seulement pour se connecter, mais surtout pour s'auto-organiser et mutualiser les ressources productives nécessaires à une nouvelle logique de production et de distribution caractérisée par la combinaison triarchique : « libre, solidaire et durable ».

Certes, il faut problématiser cette émergence, surtout au vu des risques de captation par les « capitalistes netarchiques ». En effet, le vieux capitalisme industriel et/ou financier, fondé sur la dichotomie entre travail et capital, et qui employait le salariat comme modèle de travail afin d'y puiser une plus-value, est aujourd'hui concurrencé par une nouvelle forme de capitalisme qui, tout en rendant possibles la production en commun et l'échange par le biais de marchés « collaboratifs », a appris à exploiter directement la coopération humaine. Autour des communautés productives, par exemple celles du logiciel libre ou du design partagé, se sont agrégées des entreprises qui créent une économie du commun, laquelle est en réalité une économie « extractive ».

Mais cette captation de la coopération humaine n'est pas une fatalité, et nous voyons déjà naître de nouvelles formes de résistance et de reconstruction économique et sociale à partir de cette dynamique du pair à pair.

En quoi ces nouvelles formes sont-elles effectivement post-capitalistes, que peut-on faire pour les renforcer dans leur autonomie vis-à-vis du système actuel, et quelle politique du changement peut en découler ? Voilà les questions clés auxquelles nous tentons ici de répondre.

Tout d'abord, en quoi la production entre pairs est-elle post-capitaliste? Il s'agit principalement d'une autre façon d'aborder le processus de création de valeur. Il ne s'agit plus ici nécessairement de travailleurs salariés qui créent des produits marchands dont la plus-value sera extraite, mais, par contraste, de « contributeurs », de conditions sociales très variées, qui créent non pas directement des marchandises, mais des communs. La connaissance productive y est mutualisée. Il est tout aussi clair qu'une fois instituée, cette communauté productive existe comme un sujet d'action sociale, et que cette force sociale peut créer un pouvoir, et faire des compromis avec les forces dominantes de la société.

Le modèle émergent combine donc :

- une communauté productive, qui participe à un système ouvert de mutualisation de la connaissance ;
- des coalitions entrepreneuriales, qui peuvent être « capitalistes », c'est-à-dire largement extractives par rapport à ce commun, mais qui peuvent aussi être « génératives » et donc créer les germes d'un rapport entièrement différent entre le commun et le marché ;
- des associations de gestion de l'infrastructure coopérative, qui protègent ce commun, participent à l'augmentation de la capacité coopérative, et gèrent les relations entre la communauté, son commun, et les entreprises, extractives ou génératives.

Nous imaginons une stratégie hybride, qui vise à renforcer les aspects post-capitalistes de ce modèle émergent. C'est à la construction de cette stratégie que cet ouvrage est dédié. Il s'agit en premier lieu d'établir ce que nous

appelons la « souveraineté de la valeur », c'est-à-dire la protection de la valeur qui n'est pas celle de la marchandise, mais celle de la création du commun et de toutes les contributions qui valorisent un commun. Il s'agit ensuite de protéger ce commun de possibles captations, tant externes qu'internes. Il s'agit enfin de créer des formes entre-donneuriales et génératives pour offrir une capacité de reproduction matérielle confortable à ceux qui contribuent à ces communs. Ce qui implique la création d'une économie morale et éthique, telle qu'elle existait en grande partie avant l'avènement du capitalisme, et la recherche de formes économiques fondées sur la réciprocité. Il s'agit notamment de trouver des formes économiques d'échange qui puissent être marchandes, sans être capitalistes. Nous présentons aussi dans cet ouvrage la stratégie du « transvestissement », c'est-à-dire de développement des capacités de cooptation à l'envers. Il s'agit ici de trouver des techniques de transfert de flux de valeur, du domaine de l'économie dominante vers l'économie nouvelle, c'est-à-dire de créer un pouvoir de domestication du capital privé et étatique par les forces des communs. Nous voyons d'ores et déjà émerger des « coopératives de plateformes », où les travailleurs et les utilisateurs des plateformes d'échanges marchands collaboratifs créent la plateforme elle-même comme un commun, en choisissant des formes de gouvernance et de propriété coopératives.

Nous croyons aussi que les associations qui gèrent les infrastructures du commun, souvent des « fondations » d'un nouveau type, sont en fait le germe d'une nouvelle forme de pouvoir collectif, que nous appelons « État partenaire ».

Cette forme d'État serait un agent d'encapacitation¹ de la coopération humaine, qui augmente la capacité d'autonomie individuelle et collective, et donc la capacité de généraliser à l'échelle de la société le dynamisme de la production entre pairs et de faire en sorte que tout citoyen et résident ait les capacités de contribuer aux communs de son choix, et de créer les formes de vie économique appropriées à une vie libre, productive et heureuse.

Un autre aspect est important : la production entre pairs est aussi une nouvelle modalité de production matérielle et industrielle. Il s'agit en effet de combiner les réseaux de coopération humaine immatérielle avec les nouvelles capacités de production collaborative. C'est ce que nous appelons « cosmo-localisation » et qui combine la capacité de mutualiser la connaissance productive au niveau mondial avec la relocalisation de la production dans un système de production fondé sur des unités productives plus proches de la demande.

Cette cosmo-localisation offre ainsi une solution à deux problèmes cruciaux de la crise capitaliste. En premier lieu, il s'agit de réduire de façon drastique, par une

1. L'*empowerment* est parfois traduit par « encapacitation ». Il s'agit du « processus par lequel un individu et/ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action lui permettant d'accéder au pouvoir individuel et collectif. [Cette notion] articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder ». Définition donnée dans C. Biewener et M.-H. Bacqué, « *Empowerment, développement et féminisme : entre projet de transformation sociale et néolibéralisme* », in M.-H. Bacqué et Y. Sintomer (dir.), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, La Découverte, 2011, p. 82-83. (NdE)

mutualisation systématique de la capacité productive et de l'apport matériel nécessaire, le coût en matière-énergie pour la satisfaction des besoins humains. La production entre pairs fait ainsi partie des réformes tout à fait essentielles pour rendre l'économie durable sur le long terme.

En second lieu, cette stratégie de relocalisation de la production alimentaire et industrielle offre une voie politique de réindustrialisation du tissu économique, surtout en ce qui concerne le travail matériel. C'est donc ainsi un moyen de faire face à la crise politique due à la désindustrialisation du monde occidental, qui a poussé des franges entières de la classe ouvrière dans les bras des populistes réactionnaires.

Si la voie que nous décrivons parvient à démontrer son réalisme, il faut évidemment en tirer les conclusions politiques. Il faut impérativement transformer la gauche, qui s'est formée à l'ère industrielle, pour qu'elle s'adapte aux nouvelles réalités sociologiques de l'émergence d'un précaariat² orienté vers le commun. Selon nous, cela doit passer par un grand dialogue entre les forces du commun et les forces politiques émancipatrices. Il s'agira de sortir les forces du progrès social de leur identification exclusive au choix binaire entre le secteur privé et l'État et, par contraste, de faire en sorte qu'elles deviennent des forces sociales centrées autour du développement des communs. Nous appelons donc à une grande coalition des forces du

2. Le « précaariat », contraction de « précarité » et « salariat », désigne les travailleurs précaires. (NdE)

commun, formée autour d'une politique « post-capitaliste », portant une vision du changement qui crée avant tout les capacités d'autonomie de la société civile.

Extension de la microéconomie et de la microsociété pour lesquelles nous militons actuellement, la nouvelle forme sociale que nous appelons de nos vœux :

- place en son centre une société civile devenue productive (car tous les citoyens contribuent effectivement au commun) ;
- rend l'économie générative vis-à-vis du commun humain et naturel, centrée sur des principes forts de co-construction de mode de vie autour du commun, et de réciprocité entre les activités économiques et les communs qui les soutiennent ;
- repose sur de nouvelles formes de pouvoir public (le commun des communs), caractérisées par leur souci d'encapacitation des individus et des communautés humaines.

Il est urgent de créer des forces politiques et sociales qui puissent porter et promouvoir cette vision. Il est urgent de transformer la politique pour qu'elle devienne l'expression du commun. Voilà le débat que ce petit ouvrage propose de lancer.

I. NOTRE PROPOS EN BREF

Depuis que Marx a vu dans les usines de Manchester l'incarnation de la nouvelle société capitaliste, notre vie sociale n'a plus connu de transformation profonde de ses fondamentaux. Alors que le capitalisme est confronté à une série de crises structurelles, une nouvelle dynamique sociale, politique et économique émerge : le pair à pair.

Qu'est-ce donc que le pair à pair? Pourquoi joue-t-il un rôle important dans la construction d'un avenir centré sur les biens communs? Et comment parvenir à construire effectivement cet avenir? Telles sont les questions auxquelles nous tentons d'apporter une réponse, en nouant entre eux quatre traits fondamentaux des relations de production et d'échange émergentes que nous appelons « pair à pair » ou P2P¹ :

- le P2P est un type de *relations sociales* au sein de réseaux humains ;
- le P2P est aussi une *infrastructure technologique* qui rend possibles la généralisation et le développement de ces relations à grande échelle ;
- le P2P rend donc possible un nouveau *mode de production et d'échange* ;
- le P2P crée un potentiel de *transition* vers une économie générative vis-à-vis des gens et de la nature.

1. De l'anglais *peer-to-peer*. (NdT)

Nous sommes persuadés que ces quatre traits vont changer profondément la société humaine. Ils ouvrent une fenêtre d'opportunité pour une transition vers une économie associant équité, durabilité et ouverture. Par *équité*, nous entendons une distribution plus juste de la valeur créée socialement. La *durabilité* renvoie à des modes de création de valeur compatibles avec un environnement naturel florissant. Enfin, la notion d'*ouverture* se réfère au partage du savoir productif vital, voire des ressources matérielles. Dans l'idéal, le P2P désigne des systèmes au sein desquels n'importe quel être humain peut contribuer à la création et à l'entretien d'une ressource partagée, tout en bénéficiant de celle-ci. Ces systèmes se caractérisent par leur grande diversité : cela va de l'encyclopédie libre Wikipédia jusqu'aux projets de logiciels libres et ouverts, des communautés de design et de matériel ouverts jusqu'aux initiatives de relocalisation et aux monnaies locales.

QU'EST-CE QUE LE P2P ET QUELS SONT SES LIENS AVEC LES COMMUNS ?

Fondamentalement, les systèmes informatiques P2P se caractérisent par des connexions engagées d'un commun accord entre « pairs », grâce auxquelles les ordinateurs du réseau peuvent interagir. C'est dans ce contexte que les chercheurs ont commencé à caractériser le partage de fichiers audio ou vidéo comme un partage « de pair à pair », et qu'une partie au moins de l'infrastructure sous-jacente d'Internet a été qualifiée de P2P (par exemple, son infrastructure de transmission de données).

Supposons que, derrière ces ordinateurs, il y a des utilisateurs humains. Par un saut conceptuel, il est possible d'affirmer que ces utilisateurs ont désormais une « affordance » ou potentialité technologique (outil) qui leur permet d'interagir et d'échanger entre eux plus facilement et à l'échelle globale. Pour nous, le P2P est une dynamique relationnelle à travers laquelle des pairs peuvent collaborer librement entre eux et créer de la valeur sous la forme de ressources partagées.

L'interdépendance entre cette dynamique relationnelle et l'infrastructure technologique sous-jacente est à la source de la confusion linguistique entre le P2P comme infrastructure technologique et le P2P comme dynamique relationnelle humaine. Il convient toutefois de souligner qu'une infrastructure technologique n'a pas besoin de fonctionner intégralement en P2P pour rendre possibles des relations humaines de P2P. Il suffit de comparer, par exemple, Facebook et Bitcoin avec Wikipédia ou les projets de logiciels libres et open source. Tous reposent sur des dynamiques P2P, mais de manière différente, et avec des orientations diverses.

Le P2P est donc un mode de relation qui permet aux êtres humains, organisés en réseaux, de collaborer, de produire et d'échanger de la valeur. Cette collaboration se fait souvent sans autorisation, au sens où on n'a pas besoin de la permission d'un autre pour contribuer. Le système P2P est généralement ouvert à tous les contributeurs et à toutes les contributions. La qualité et l'intégration des contributions sont habituellement déterminées *a posteriori* par un ensemble de mainteneurs, d'éditeurs, etc.

Le P2P peut aussi être une manière de distribuer des ressources qui n'implique pas de réciprocité spécifique entre individus, mais seulement entre chaque individu et la ressource collective. Par exemple, on ne sera autorisé à développer un logiciel à partir de codes distribués sous la licence publique générale GNU que si le produit final est rendu disponible à travers une licence du même type.

Dans le domaine du savoir et de l'information, qui peuvent être copiés et partagés pour un coût marginal extrêmement bas, les réseaux P2P d'ordinateurs interconnectés utilisés par des individus qui souhaitent collaborer entre eux fournissent des fonctionnalités partagées vitales pour construire des « communs ». Cependant, le pair à pair ne se réfère pas seulement à la sphère numérique et ne se limite pas au domaine de la haute technologie. Le P2P et la participation à des communs peuvent globalement être considérés comme synonymes, au sens où ces deux termes décrivent la capacité de contribuer à la création et à l'entretien d'une ressource partagée.

Il existe de multiples définitions des « communs » ou « biens communs ». Nous faisons nôtre celle de David Bollier (2014), qui caractérise les communs comme des ressources partagées, co-gouvernées par leurs communautés d'utilisateurs selon les règles et les normes de ces communautés. Les ressources en accès libre, qui ne sont pas gouvernées du tout, ne sont donc pas la même chose que les communs. La sphère des communs peut aussi bien inclure des biens et des ressources rivaux (vous et moi ne pouvons pas en profiter tous les deux en même temps) que non rivaux (que l'utilisation n'épuise pas). Ces biens et ressources peuvent aussi

bien relever du patrimoine naturel qu’avoit été créés par l’homme. La notion de communs peut aussi bien recouvrir des dons de la nature, comme l’eau ou la terre, que des biens partagés et des œuvres de création, comme des artefacts culturels ou de savoir. Cet essai est consacré aux communs numériques du savoir, du logiciel et du design, qui sont les « nouveaux communs » (Benkler, 2014). Ils représentent une mutualisation du savoir productif qui est une composante à part entière de toute production quelle qu’elle soit, y compris la production de biens physiques.

À mesure que le P2P se déplace de la périphérie du système socio-économique vers son centre, il transforme aussi les autres types de relations au sein de ce système, comme les dynamiques de marché, les dynamiques étatiques et les dynamiques de réciprocité. Comme nous le montrons plus loin, ces dynamiques elles-mêmes peuvent gagner en efficacité et tirer avantage de l’utilisation des communs. Grâce notamment à l’émergence de technologies P2P basées sur Internet, les relations pair à pair peuvent même être efficacement mises en œuvre à l’échelle globale. Ainsi, des types de dynamiques propres à des petits groupes peuvent désormais se développer à très grande échelle.

LES TECHNOLOGIES P2P SONT-ELLES BONNES, MAUVAISES OU SANS INCIDENCE ?

Notre thèse n’est pas qu’une technologie particulière mènera inévitablement à un état social déterminé. Nous reconnaissons néanmoins le rôle clé joué par les technologies dans l’évolution de la société, et les nouvelles

possibilités qu'elles ouvrent dès lors que certains groupes humains les utilisent avec succès. Différentes forces sociales investissent ces possibilités et tentent de les tourner à leur avantage en luttant pour tirer profit de leur utilisation. La meilleure manière d'appréhender la technologie est donc de la considérer comme un enjeu de lutte sociale, et non comme un déterminisme qui ne peut mener qu'à un seul avenir possible.

En revanche, lorsque des groupes sociaux s'approprient une technologie particulière pour leurs propres fins, cela peut effectivement mener à des changements réels dans nos systèmes sociaux, politiques, économiques. Par exemple, l'invention de la presse à imprimer, associée à d'autres inventions, a joué un rôle majeur dans l'évolution de la société européenne (Eisenstein, 1983/2012).

Ce qui nous intéresse est la manière dont les gens peuvent utiliser les technologies en réseaux pour leurs propres fins et, ce faisant, changer la société pour le meilleur au regard des trois critères que nous avons mis en avant, à savoir l'équité, la durabilité et l'ouverture. Si, dans le même élan, nous parvenons à dépasser le modèle extractif et exploiteur du capitalisme global au profit d'un système de création et d'échange de valeur fondé sur les communs, il en résultera un changement profond de la nature même de notre civilisation.

La disponibilité croissante de la technologie rend possible non seulement une communication «de beaucoup» en permettant à un nombre grandissant d'humains de communiquer selon des modalités qui n'étaient pas possibles auparavant; elle permet aussi qu'ils s'auto-organisent et créent ensemble de la valeur. Les technologies

numériques « de beaucoup à beaucoup » facilitent non seulement l'auto-organisation de masse à l'échelle globale, mais aussi le développement de nouveaux modes de production, d'un nouveau mode d'échange et de nouveaux types de relations de production, en dehors de l'emprise conjointe de l'État et du marché.

Internet crée une opportunité de transformation sociale. Dans le passé, avec les technologies prénumériques, les coûts exponentiels d'un passage à grande échelle en termes de communication, de coordination et de coûts de transaction rendaient les hiérarchies et les marchés indispensables. Les sociétés humaines qui ont monté en puissance grâce à l'adoption de structures hiérarchiques ou de marché ont obtenu un avantage compétitif qui leur a permis de triompher de leurs rivales restées à l'état tribal. Mais il est désormais possible de développer des projets à grande échelle grâce à de nouveaux mécanismes de coordination qui permettent de rester dans une dynamique de petit groupe à l'échelle globale. Il devient donc possible de combiner des structures plus horizontales tout en opérant de manière efficace à grande échelle. Ce qui n'avait jamais été le cas auparavant.

QUELS SONT LES LIENS DU P2P AVEC LE CAPITALISME ?

Nous vivons un moment historique où des formes d'organisation en réseau relativement horizontales parviennent à produire des artefacts complexes et sophistiqués. Ceux-ci sont souvent meilleurs que les artefacts produits par les seuls mécanismes d'État ou de marché. Voyez comment

Wikipédia, produit par des pairs, a supplanté l'encyclopédie commerciale Britannica, comment les logiciels libres et open source produits par des pairs ont pris la place de logiciels propriétaires, ou comment Wikileaks a survécu aux assauts des États les plus puissants du monde².

Les formes hybrides d'organisation au sein des projets P2P ne reposent pas sur des décisions hiérarchiques ni sur des signaux de prix issus des marchés, mais sur des mécanismes de coordination mutuelle. Ces mécanismes émergents de coordination mutuelle deviennent également un ingrédient essentiel du capitalisme. C'est là l'aspect « immanent » de la production par les pairs (ou production P2P), laquelle entraîne des changements au sein même des formes dominantes actuelles.

Mais ces mécanismes peuvent aussi devenir le véhicule de nouvelles configurations de production et d'échange, qui ne soient plus dominées par le capital et l'État. C'est l'aspect « transcendant » de la production par les pairs, préfigurant un nouveau système global qui subsumerait les autres formes. Dans le premier scénario, le capital et l'État placent les communs sous leur direction et leur domination, ce qui donne lieu à un nouveau type de capitalisme centré sur les communs. Dans le second scénario, les communs, leurs

2. Le P2P peut fonctionner à différentes échelles et induire, de ce fait, différents types de gouvernance. Par exemple, dans un projet P2P à petite échelle, lorsqu'une personne clé quitte le projet, les autres doivent déployer des efforts considérables pour la remplacer, ce qui n'est pas le cas dans un projet P2P à grande échelle comme Wikipédia. En outre, lorsque le projet implique des biens physiques, comme un laboratoire, des équipements, des outils et des matériaux, cela change considérablement les choses.

communautés et leurs institutions deviennent dominants, à tel point qu'ils peuvent adapter les formes d'État et de marché à leurs propres intérêts.

Nous ne prétendons pas que les nouvelles formes de production collaborative reposant sur des mécanismes P2P soient entièrement dépourvues de relations hiérarchiques. En revanche, elles ne supposent généralement pas de chaîne de commandement hiérarchique pour ce qui concerne le processus de production lui-même. La production par les pairs a créé la possibilité d'organiser des projets globaux complexes grâce à une coordination mutuelle massive. La coordination mutuelle est à la production par les pairs basée sur les communs ce que le prix de marché est au capitalisme et ce que la planification est à la production d'État³.

Pour ces raisons, l'émergence et le passage à une échelle globale de ces dynamiques P2P sont le signe d'une transition potentielle dans la manière dont l'humanité distribue ses ressources: une transition depuis un système de marché-État reposant sur des prises de décision hiérarchiques (dans les entreprises et au sein de l'État) et des prix (entre les entreprises et vis-à-vis des consommateurs) vers un système reposant sur des mécanismes de coordination mutuelle. Cela ne signifie pas que le marché et l'État vont disparaître, mais que leur configuration et leurs modalités, ainsi que l'équilibre entre celles-ci, vont changer.

3. Pour ces dynamiques de coordination mutuelle, voir: https://wiki.p2pfoundation.net/Category:Mutual_Coordination

Rien de cela n'implique que la transition P2P nous mène à un avenir utopique, ni qu'elle soit facile. Si l'on se fie à l'histoire des transitions précédentes, cette transition sera probablement désordonnée. Il est également probable que, même si le pair à pair apporte effectivement une solution à certains des problèmes de nos sociétés, il en créera aussi de nouveaux. Il n'en demeure pas moins que c'est un changement social digne d'être poursuivi et que, même si le P2P ne devient pas la forme dominante, il influencera profondément l'avenir de l'humanité.

Pour résumer l'articulation entre aspects relationnels et technologiques du P2P : la dynamique relationnelle pair à pair, renforcée par certaines formes spécifiques de capacités technologiques, peut devenir la modalité dominante de distribution des ressources nécessaires à l'autoreproduction humaine, en lieu et place du capitalisme de marché. Ce qui requiert une expansion plus forte de cette modalité en ce qui concerne non seulement les « biens immatériels⁴ », mais aussi les biens physiques (matériels).

COMMENT, EN PRATIQUE, LE P2P SERA-T-IL MIS EN ŒUVRE ?

Le P2P émerge aujourd'hui comme une infrastructure technologique cruciale pour diverses forces sociales. Tout dépend maintenant de la manière dont il est effectivement

4. Les biens immatériels, de toute façon, reposent sur une infrastructure réelle et « physique ».

mis en œuvre (et avec quelles formes de propriété et de gouvernance). Toutes les formes de P2P ne sont pas égales dans leurs effets. Nous proposons donc un cadre d'analyse qui nous conduit à distinguer quatre formes différentes d'infrastructures technologiques P2P, menant chacune à des formes différentes d'organisation politique et sociale.

Considérons par exemple d'un côté le modèle économique netarchique, incarné par Facebook, Uber ou Bitcoin, et de l'autre, les modèles axés sur les communs que sont Wikipédia, Enspiral ou les projets de logiciels libres et open source. L'adoption de l'une ou l'autre forme de technologie P2P est un point de conflit social intense, car les conséquences de ce choix sur ce qui est possible ou pas sont énormes.

Le P2P rend possible un nouveau (proto-)mode de production, la production entre pairs, autrement appelée production par les pairs basée sur les communs (PPBC), caractérisé par de nouvelles relations de production. Dans la production entre pairs, les contributeurs partagent la valeur à travers des systèmes contributifs ouverts ; ils gèrent leur travail collectif de manière participative ; ils créent des ressources partagées qui peuvent être réutilisées à d'autres fins. Ce cycle de contribution ouverte, de processus participatif et de résultat lui-même axé sur les communs peut être décrit comme un cycle d'accumulation de communs, parallèle à celui de l'accumulation du capital.

À ce stade, la production entre pairs devrait être conçue comme un prototype préfigurant ce qui pourrait devenir un tout nouveau mode de production et une nouvelle forme de société. Si elle reste encore à l'heure actuelle à l'état de prototype, c'est parce qu'elle ne peut pas encore

se reproduire elle-même entièrement hors de sa relation de dépendance mutuelle vis-à-vis du capitalisme. Cette modalité émergente de production par les pairs n'est pas seulement productive et novatrice « au sein du capitalisme », mais aussi par sa capacité à résoudre certains des problèmes structureaux qui ont été générés par le modèle capitaliste de production lui-même. Autrement dit, elle représente aussi un potentiel de transcendance du capitalisme. Cependant, de notre point de vue, aussi longtemps que les commoneurs ne disposeront pas de leurs propres processus d'autoreproduction en dehors du processus d'accumulation du capital, elle ne restera qu'un proto-mode de production, et non un mode de production à part entière.

La production par les pairs peut se révéler plus novatrice dans un contexte de concurrence capitaliste, dans la mesure où les entreprises qui peuvent accéder aux communs de la connaissance possèdent un avantage concurrentiel sur les entreprises qui utilisent des savoirs propriétaires et ne peuvent donc se fonder que sur leurs propres recherches (Tapscott et Williams, 2006 ; Benkler, 2006). En outre, en mutualisant le développement de logiciels au sein de réseaux ouverts, les entreprises peuvent réaliser des économies massives sur les investissements dans leurs infrastructures. En ce sens, la production par les pairs pourrait être envisagée comme une mutualisation du savoir productif par des coalitions elles-mêmes capitalistes, avec pour exemple type les investissements d'IBM dans GNU/Linux (Tapscott et Williams, 2006).

Ces investissements capitalistes dans la PPBC ne sont pas négatifs en eux-mêmes, dans la mesure où ils contribuent

à créer des conditions de renforcement de l'investissement sociétal dans une transition reposant sur le P2P. C'est clairement parce que le P2P résout certains problèmes structurels du système actuel qu'il attire aussi bien les couches productives que les couches managériales. Par conséquent, les capitaux affluent vers les projets P2P, et quand bien même cet afflux crée une distorsion au sein du P2P, en cherchant à prolonger la domination des modèles économiques anciens, il crée simultanément dans la société de nouvelles manières de penser qui sapent cette domination.

Cela dit, la nouvelle classe de producteurs-pairs ou commoneurs (Bauwens, 2009) ne peut pas continuer à dépendre de l'investissement et des pratiques capitalistes. Ils doivent trouver des moyens efficaces de rendre la production par les pairs basée sur les communs plus autonome à l'égard de l'économie politique dominante. À terme, nous pourrions en arriver à un point où le rapport de force soit inversé : les communs et ses forces sociales deviendraient la force dominante dans la société, ce qui leur permettrait de forcer l'État et le marché à s'adapter à leurs propres exigences. Nous devons nous efforcer de sortir d'une situation où les capitalistes cooptent les communs, pour arriver à une situation où les communs s'emparent du capital et l'utilisent pour leur propre développement.

Dmytri Kleiner et Baruch Gottlieb appellent cette stratégie de cooptation inversée « transvestissement » (Kleiner, 2016). Le transvestissement se définit par un transfert de valeur d'une modalité à une autre, en l'occurrence du capitalisme aux communs. Les stratégies de transvestissement consistent donc à aider les commoneurs à devenir

financièrement viables et indépendants. Ainsi que nous le verrons dans le deuxième chapitre, il existe déjà des coalitions d'entrepreneurs axées sur les communs, comme le réseau Enspiral ou Sensorica (Pazaitis *et al.*, 2016 ; Bauwens et Niaros, 2017), qui conçoivent et mettent en œuvre des stratégies de ce type.

Comme nous l'avons dit, les communs numériques du savoir, du logiciel et du design constituent des ressources abondantes qui s'enrichissent à mesure de leur utilisation. C'est à ce niveau que le partage intégral et la liberté de contribuer doivent être préservés. En revanche, en ce qui concerne les services et les produits à valeur ajoutée qui sont construits autour de ces communs, nous avons affaire à des ressources rivales. À ce niveau, nous avons donc besoin de protéger nos communs d'une captation par le capital. C'est dans cette sphère coopérative de production physique et de services que des règles de réciprocité doivent être appliquées. Nous proposons de combiner un partage non réciproque dans la sphère immatérielle avec des mécanismes de réciprocité dans la sphère de la production physique. Dans notre vision, la production par les pairs en tant que mode de production à part entière combine donc les communs et le coopérativisme.

VERS UNE SOCIÉTÉ CENTRÉE SUR LES COMMUNS ?

Si nous parvenons ainsi à passer de communautés P2P « microéconomiques » à une nouvelle modalité dominante « macroéconomique » de création et de distribution de

valeur, c'est alors que s'enclenchera la transition vers une économie et une société centrées sur les communs. Ce serait *la* révolution de notre époque : une rupture fondamentale dans les règles et les normes qui décident ce qu'est la valeur et comment elle est produite et répartie dans la société. En un mot : le passage à un nouveau régime de valeur post-capitaliste.

Nous envisageons le P2P à la fois comme une relation sociale et un mode d'échange, comme une infrastructure socio-technologique et comme un mode de production, et tous ces aspects, combinés, contribuent à la création d'un nouveau modèle post-capitaliste qui représente une nouvelle phase dans l'évolution de l'organisation des sociétés humaines. Nous aborderons donc aussi le problème des transitions économiques et politiques : comment envisageons-nous la transition vers une nouvelle forme d'organisation sociale ?

Les dynamiques P2P créent d'ores et déjà sous une forme séminale les institutions (à une échelle micro et intermédiaire) qui préfigurent un nouveau modèle sociétal⁵. En un mot, le P2P peut nous mener à un nouveau modèle sociétal où :

- la société civile devient productive par la participation des citoyens à la création collaborative de valeur

5. On trouve une discussion similaire sur l'équilibre entre l'État, le secteur privé et la société civile dans le concept de "Trias Internetica" de Jaap van Till. Pour plus de détails, voir : <https://blog.p2pfoundation.net/the-trias-internetica-three-different-roles-in-the-society-of-the-network-age/2010/08/14>

à travers les communs. On observerait un passage graduel d'une société où les communs sont marginaux à une société où les institutions des communs forment le cœur de l'organisation sociale et économique ;

- le marché devient « éthique » grâce à l'émergence de pratiques économiques génératives, et non plus extractives. Nous verrions l'émergence de modèles économiques coopératifs et solidaires pour l'allocation des ressources financières et physiques ;

- l'« État partenaire » crée les conditions générales nécessaires à une économie et à une société contributives, il les facilite. Ce serait le passage d'une forme d'État au service des élites et de leurs pratiques d'exploitation de la valeur à une nouvelle forme totalement participative qui crée les conditions d'une liberté personnelle et sociale maximale.

Dans cette communauté pluraliste de citoyens, des formes multiples de création et de distribution de valeur vont coexister, privilégiant probablement cet attracteur général que sont les communs. L'objectif de cet essai n'est pas de promouvoir un « totalitarisme » des communs. Il est de faire des communs une institution centrale qui « guide » toutes les autres formes sociales vers le maximum de bien collectif et d'autonomie.

II. LE P2P COMME MODE DE PRODUCTION

Le P2P n'est pas une nouveauté. Il existe depuis l'aube de l'humanité et a constitué la forme dominante de relation dans les sociétés nomades de chasseurs-cueilleurs. Il a ensuite perdu sa prédominance au profit des arrangements claniques dans les alliances entre tribus, où la réciprocité devenait la norme, et plus tard encore, au profit d'une répartition hiérarchique des ressources, avec l'avènement des systèmes étatiques précapitalistes. Dans ces deux systèmes, cependant, les communs et leur logique P2P ont continué à jouer un rôle très important. Par exemple, les communs ont conservé une fonction essentielle dans les systèmes féodaux européens et dans les systèmes impériaux asiatiques.

C'est avec le capitalisme industriel (et plus tard dans les systèmes de socialisme d'État) que les communs et les dynamiques P2P ont été franchement repoussés vers les marges. Cependant, grâce à l'accessibilité des technologies basées sur le P2P, les communs et les dynamiques pair à pair peuvent désormais viser le niveau global et créer des artefacts sociaux complexes qui transcendent les possibilités des modèles fondés sur l'État et sur le marché.

La capacité de se relier les uns aux autres sur Internet par le P2P implique simultanément l'émergence de ce que Yochai Benkler (2006) a appelé la « production par les pairs basée sur les communs » (PPBC) ou « production entre pairs ».

La PPBC est une nouvelle voie de création et de distribution de valeur, où les infrastructures P2P permettent aux individus de communiquer, de s'auto-organiser et, en fin de compte, de co-créer un usage non-concurrentiel de la valeur, sous forme de biens communs numériques de la connaissance, du logiciel et du design. C'est le modèle de fonctionnement de l'encyclopédie libre Wikipédia, de la myriade de projets de logiciels gratuits et open source (par exemple, Linux, Apache HTTP Server, Mozilla Firefox) ou des communautés de design ouvert telles que Wikihouse, RepRap et Farmhack.

DES COMPÉTENCES ET MOTIVATIONS VARIÉES

La PPBC est donc fondamentalement différente des modèles de création de valeur que nous avons connus sous le capitalisme industriel. Dans le cadre de celui-ci, ceux qui possèdent le capital financier ou les moyens de production embauchent les travailleurs, dirigent le processus de travail, et vendent les produits dans une recherche de maximisation des profits. Cette production est aussi organisée à travers l'allocation de ressources sur la base de signaux de prix ou de commandements hiérarchiques.

Dans la PPBC, ce n'est plus le cas, dès lors qu'elle est ouverte à quiconque a les compétences requises pour contribuer à un projet commun : les savoirs de chaque participant sont mis en commun. Ces participants sont parfois rémunérés, mais pas nécessairement. C'est précisément parce que les projets de PPBC sont des systèmes ouverts où le savoir est librement partagé et distribué que quiconque

a les connaissances et les compétences adéquates peut contribuer, en étant rémunéré soit par des entreprises, soit par des clients, soit pas du tout. Dans ces systèmes ouverts, il y a de nombreuses autres raisons de contribuer que la rémunération monétaire.

La PPBC est ouverte à des contributions fondées sur toutes sortes de motivations, mais la motivation principale est généralement le désir de créer quelque chose qui soit directement utile à ceux qui contribuent. Autrement dit, les gens contribuent souvent simplement parce qu'ils jugent cela utile et important, de sorte que certains chercheurs ont caractérisé la PPBC comme une « production passionnée » (Moore et Karatzogianni, 2009). Du point de vue des membres des communautés à la fois coproductrices et utilisatrices des produits, le travail est le plus souvent orienté vers la création de valeur d'usage, et non de valeur d'échange.

UNE « HÉTÉRARCHIE » TRANSPARENTE

Bien entendu, il y a dans la PPBC de nombreuses personnes qui sont rémunérées, à côté d'autres qui ne le sont pas, mais toutes produisent des communs et toutes doivent collaborer. En conséquence, leur travail n'est généralement pas dirigé par les hiérarchies internes à leurs entreprises, mais grâce aux mécanismes de coordination mutuelle de la communauté productive. Cela est rendu possible par le fait que la PPBC est fondée sur des systèmes ouverts et transparents, où chacun peut accéder au travail des autres, et ainsi s'adapter aux besoins du système dans son ensemble.

Les projets de PPBC ont des systèmes de contrôle qualité qui constituent une sorte de hiérarchie bienveillante ou « hétérarchie ». Ces « mainteneurs » ou « éditeurs » protègent l'intégrité du système dans son ensemble et peuvent refuser les contributions qui risquent de mettre cette intégrité en danger. En revanche, et c'est un point crucial, ils n'exercent aucune coercition sur le travail des autres.

Au fond, la PPBC repose sur une collaboration « stigmergique ». Dans sa définition la plus générique, la « stigmergie » est un phénomène de communication indirecte entre agents et actions (Marsh et Onof, 2007). Une action laisse une trace qui stimule la réalisation d'une nouvelle action, par le même agent ou par un autre. Ainsi, dans le contexte de la PPBC, la collaboration stigmergique est une « action collective partagée où la négociation sociale s'opère *via* des technologies basées sur Internet » (Elliott, 2006). Deux exemples en sont emblématiques : le code des logiciels libres et open source et les entrées Wikipédia, qui sont produits de manière collaborative et distribuée grâce aux contributions d'un grand nombre de personnes.

Pour résumer, la PPBC est fondée sur la contribution ouverte, un processus participatif de coordination du travail et un commun pour résultat.

UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME DE CRÉATION DE VALEUR

On assiste dans le cadre de la PPBC à la création de nouvelles institutions : la communauté productive, la coalition entrepreneuriale et l'association à bénéfice social.

Notre description ne pourra être exhaustive compte tenu des caractéristiques spécifiques à chaque écosystème. Elle ne pourra pas non plus avoir des contours parfaitement définis, puisqu'il s'agit de décrire un mode de production en évolution rapide. Notre objectif est d'offrir une vue d'ensemble de l'univers grandissant de la PPBC. Le tableau suivant en regroupe quelques-uns des écosystèmes les plus connus.

Communauté productive	Linux	Mozilla	GNU	Wikipédia	Wordpress
Coalition entrepreneuriale	Ex. : Linux Professional Institute, Canonical	Ex. : Mozilla Corporation	Ex. : Red Hat, Endless, SUSE	Ex. : Wikia Company	Ex. : Automatic Company
Association à bénéfice social	Linux Foundation	Mozilla Foundation	Free Software Foundation	Wikimedia Foundation	Wordpress Foundation

La première institution est la « communauté productive », notion qui renvoie à l'ensemble des contributeurs d'un projet et à la manière dont ils coordonnent leur travail. Les membres de cette communauté peuvent être rémunérés ou contribuer de manière bénévole en raison d'un intérêt quelconque dans la valeur d'usage directe du produit. Mais tous produisent la ressource partageable.

La deuxième institution est la « coalition entrepreneuriale » qui essaie de générer soit des profits, soit simplement un moyen de gagner sa vie en créant une valeur ajoutée pour le marché sur la base de ces ressources communes.

Les contributeurs peuvent être rémunérés par les entrepreneurs participants. Les communs numériques eux-mêmes sont le plus souvent en dehors du marché, parce qu'ils sont abondants et non pas rares.

L'aspect crucial de la relation entre les entrepreneurs, la communauté et les communs dont ils dépendent est sa nature générative ou extractive. Bien entendu, le résultat oscillera entre ces deux polarités que constituent une relation exclusivement extractive ou au contraire une relation purement générative. Pour comprendre la différence entre l'extraction et la génération, on peut prendre l'exemple des différents systèmes agricoles : l'agriculture industrielle (système extractif), qui appauvrit et altère les sols et la permaculture (système génératif), qui enrichit et assainit les sols.

Les entrepreneurs extractifs cherchent à maximiser leurs profits et, en général, ne réinvestissent pas suffisamment dans l'entretien des capacités des communautés productives. À l'image de Facebook, ils ne partagent pas leurs profits avec les communautés co-créatrices dont ils dépendent pour la création et la réalisation de valeur. À l'instar d'Uber et AirBnB, ils taxent des échanges, mais ne contribuent pas à la création d'infrastructures de transport ou d'hébergement. Le problème est que, alors qu'ils développent des services utiles qui donnent un nouvel usage à des ressources non utilisées, ils le font sur un mode extractif. S'ils rendent ces services plus accessibles, ils ne développent ou ne participent pas à la mise en place de nouvelles infrastructures, ce qui leur donne un avantage compétitif sur les agents (hôtels, taxis) déjà présents et qui eux, doivent investir dans ces nouvelles infrastructures.

Les entrepreneurs génératifs, au contraire, créent de la valeur ajoutée autour de ces communautés. Des germes de telles coalitions existent, qui créent de la valeur ajoutée en plus des communs qu'elles co-produisent et dont elles sont co-dépendantes. Les communautés d'entrepreneurs devraient dans l'idéal coïncider largement avec les communautés productives elles-mêmes. Les contributeurs y créeraient leurs propres moyens de gagner leur vie tout en produisant des communs, et en réinvestissant le surplus dans leur propre bien-être et dans celui du système global de communs qu'ils co-produisent.

La troisième institution typique de l'émergence de la PPBC est l'« association à bénéfice social ». De nombreux écosystèmes de PPBC ne reposent pas seulement sur des communautés productives et des coalitions entrepreneuriales, mais disposent aussi d'institutions séparées de gouvernance qui soutiennent la coopération et, ce faisant, renforcent les capacités qui rendent possible la PPBC. Bien qu'elles prennent souvent la forme d'organisations à but non lucratif, elles n'ont pas une fonction de commandement ou de direction vis-à-vis des processus de PPBC eux-mêmes. La Fondation Wikimedia, par exemple, association à bénéfice social du projet de PPBC Wikipédia, n'exerce aucune forme de coercition sur les producteurs engagés dans celui-ci. Il en va de même pour les fondations liées aux logiciels libres et open source qui, souvent, gèrent l'infrastructure et les réseaux nécessaires à ces projets.

Les ONG et les associations à but non lucratif traditionnelles, par contraste, opèrent dans un monde de rareté

« perçue ». Elles identifient des problèmes, cherchent des ressources, et distribuent ces ressources de manière volontaire afin de résoudre les problèmes qu'elles ont identifiés. On pourrait arguer que cette approche n'est qu'un miroir de la manière dont opèrent les entreprises à but lucratif. De leur côté, les associations à bénéfice social agissent dans une perspective d'abondance. Elles reconnaissent l'existence de problèmes et d'enjeux, mais partent du principe qu'il y a suffisamment de contributeurs prêts à apporter leur assistance pour les résoudre. Elles créent donc des infrastructures de coopération qui permettent à ces communautés contributives et à des coalitions entrepreneuriales de s'engager dans les processus de PPBC nécessaires pour construire des solutions à ces problèmes. Elles ont certes pour rôle de protéger ces communs à travers des licences, mais aussi, bien au-delà, d'aider à gérer les conflits entre participants et parties prenantes (Dobusch et Quack, 2010), de lever des fonds, et de contribuer à la formation et au renforcement des capacités nécessaires aux communs et aux commoneurs dans les secteurs d'activité concernés (à travers, par exemple, l'éducation ou la certification).

LE CAS ENSPIRAL

Pour illustrer concrètement le fonctionnement d'un écosystème de PPBC de ce type, prenons le réseau Enspirale (Pazaitis *et al.*, 2016). C'est une vaste communauté de contributeurs qui mettent en commun leurs compétences et leur énergie créative pour produire des communs, notamment

des savoirs et du logiciel. Autour de ces communs, un ensemble d'activités commerciales permet aux contributeurs de gagner leur vie en offrant des outils et des services qui permettent à des communautés créatives comme la leur de gérer leurs enjeux de gouvernance démocratique. Loomio, par exemple, est une plateforme participative de prise de décision. L'Académie Enspiral offre également des sessions de formation intensive au développement web. Au moment où nous écrivons ces lignes, environ 300 personnes sont impliquées dans cette coalition entrepreneuriale, qui comprend plus d'une quinzaine d'entreprises sociales dont le but est de créer des gagne-pain autour de « choses qui ont du sens ». Ces individus et ces entreprises apportent une contribution financière à la Fondation Enspiral, une coopérative d'une quarantaine de membres qui gère le réseau Enspiral dans son ensemble et ses infrastructures. Une petite moitié des fonds sert à couvrir les coûts opérationnels de la fondation, et le reste est investi dans des projets proposés par la communauté, à travers un financement collaboratif. Enspiral correspond donc très bien aux paramètres de notre description, qui s'appliquent également à de nombreux projets de logiciels libres et open source ainsi qu'à un nombre croissant de projets de design ouvert.

Les écosystèmes des projets PPBC sont interconnectés *via* leurs biens communs numériques (la production d'un projet peut être la contribution d'un autre) et, par conséquent, la PPBC peut être considérée comme un grand écosystème composé de divers écosystèmes plus petits.

MESURER LES DYNAMIQUES PPBC

L'émergence de dynamiques P2P de ce type est-elle vraiment significative? Selon Rogers et Szamosszegi (2011), en 2010, la contribution économique des industries reposant sur le *fair use*¹ et autres exceptions similaires à la protection de la propriété intellectuelle représentait un sixième du produit intérieur brut des États-Unis, et ces industries employaient environ 17 millions de personnes. Ce calcul inclut cependant les équipements et l'infrastructure nécessaires à ces activités, ainsi que certaines ressources qui n'ont pas été produites *via* le P2P. Il peut s'agir, par exemple, de ressources produites par l'État fédéral, comme l'information géographique ouverte fournie par la National Oceanic and Atmospheric Administration, qui sert de base à une économie de la géolocalisation très dynamique.

Il y a d'autres manières encore de tenter de mesurer l'émergence et la croissance de la PPBC. On peut ainsi considérer l'augmentation exponentielle des « lignes de code » de logiciels libres et open source ou le nombre de licences Creative Commons (CC) utilisées pour des œuvres de

1. « Aux États-Unis, le *fair use* (que l'on peut traduire par "usage loyal", "usage raisonnable" ou "usage acceptable") est un ensemble de règles de droit, d'origine législative et jurisprudentielle, qui apportent des limitations et des exceptions aux droits exclusifs de l'auteur sur son œuvre (droits d'auteur). Il essaie de prendre en compte à la fois les intérêts des bénéficiaires des droits d'auteur et l'intérêt public, pour la distribution de travaux créatifs, en autorisant certains usages qui seraient, autrement, considérés comme illégaux. » Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Fair_use. (NdT)

création. Selon la Fondation Creative Commons², le nombre d'œuvres sous licence CC a presque triplé au cours des cinq dernières années. En 2015, il y avait plus d'un milliard de contenus sous licence CC sur le web. De la même manière, dans son petit livre *Homo Cooperans* (2013), Tine De Moor conclut qu'aux Pays-Bas le nombre d'initiatives civiques et coopératives augmente de plus en plus rapidement depuis 2005 par comparaison avec les initiatives de l'État ou des entreprises privées³. De nombreuses preuves circonstancielles suggèrent également que des phénomènes comme le financement participatif, les prêts P2P entre particuliers, les hackerspaces, les monnaies complémentaires ou les lieux de co-travail sont eux aussi en croissance rapide.

Il existe une pléthore de projets cartographiques, comme l'annuaire P2PValue.eu, qui documentent l'émergence de dynamiques ayant pour point commun de combiner des processus de contributions ouvertes, une gouvernance participative et des processus orientés vers la production de communs. Nombre de ces projets sont civiques et à but non lucratif. De nombreux autres sont à but lucratif. En revanche, le nombre des réseaux coopératifs et génératifs

2. Le rapport "State of the Commons" pour 2015 est disponible en plusieurs langues : <https://stateof.creativecommons.org/2015/>

3. Le think tank écologiste belge Oikos est sur le point de publier une étude similaire sur les Flandres qui confirme les conclusions observées aux Pays-Bas, quoique la tendance à une croissance en accélération ne s'y fasse sentir qu'à partir de 2009. Les facteurs déclenchants aux Pays-Bas ont probablement été les mesures d'austérité qui ont précédé la crise financière et l'abandon du modèle de l'État providence, alors qu'en Belgique cette croissance n'a décollé qu'avec les mesures d'austérité qui ont suivi la crise de 2008.

qui crée des gagne-pain autour de cette production de communs est beaucoup plus réduit. À ce stade, il semblerait donc que la tendance dominante reste l'utilisation et la cooptation de la PPBC et des échanges pair à pair par l'économie capitaliste.

Tout en tenant compte de la complexité et de la diversité de cet essor, il faut aussi savoir distinguer ses différentes formes. Comme nous l'expliquerons plus en détail, dans la PPBC, les communautés productives créent consciemment des communs tandis que, dans la prétendue « économie du partage », il s'agit en réalité d'échanges de marché collaboratifs (P2P) sur des plateformes privées, sur lesquels les propriétaires de ces plateformes exercent un droit de péage. De même, dans la prétendue « économie du *crowdsourcing* », il n'y a pas création de communs par des communautés, mais plutôt compétition entre travailleurs et producteurs pour obtenir les clients du côté de la demande. Cette économie est en outre là aussi contrôlée par les propriétaires des plateformes, qui extraient de la valeur (sous la forme de rente ou de charges) sur ces processus.

Il n'en reste pas moins remarquable que ces formes nouvelles de création de valeur existent au cœur même de l'économie capitaliste, en dehors du processus traditionnel de production par le travail salarié sur la base d'une propriété intellectuelle privatisée. Ce sont des systèmes où les contributeurs, parmi lesquels une proportion significative de force de travail non marchandisée, créent des ressources communes partageables, plutôt que des marchandises privées pour le marché. La croissance des formes coopératives et civiques de P2P est tout aussi indéniable.

PASSER DE L'ÉCHELLE MICRO À L'ÉCHELLE MACRO

La triarchie microéconomique des institutions de la PPBC correspond aux trois grandes sphères de la vie sociale : la société civile avec les citoyens-contributeurs ; la société économique avec les entités de marché ; et la société politique avec l'État. En ce sens, l'association à bénéfice social est comme la forme de gouvernement ou « l'État » de la PPBC, au sens où elle sert théoriquement et pratiquement le « bien commun » de tout le système.

Ces associations à bénéfice social délimitent le champ dans lequel opèrent les différents acteurs, c'est-à-dire les communautés productives et les entités entrepreneuriales participantes. Elles gèrent les besoins d'infrastructure et de bien commun de l'écosystème. Elles sont également en mesure d'imposer des règles contraignantes sur les domaines concernés. Ces associations ne sont pas fondées sur des contrats entre individus. Ce sont des institutions autonomes qui représentent les différentes parties prenantes.

Au niveau macro, elles nous permettent d'envisager l'évolution de l'État, dans une société centrée sur les communs, vers une forme d'« État partenaire ». Les autorités publiques rendraient possible et faciliteraient la création directe de valeur par la société civile à l'échelle d'un territoire, en créant et en entretenant des infrastructures pour les systèmes contributifs basés sur les communs. Tout ce que l'État peut faire aujourd'hui en termes de facilitation et de création de capacités peut être considéré comme une

préfiguration de ce que serait à l'avenir un État partenaire mature. Les citoyens-commoneurs et leurs mouvements sociaux doivent transformer la forme étatique actuelle en des formes d'État partenaire qui reconnaissent l'autonomie individuelle et collective des citoyens, exactement de la même manière que le mouvement pour les droits civiques, le mouvement pour le suffrage universel, le mouvement ouvrier et les mouvements féministes ont forcé l'État à s'adapter à de nouvelles demandes sociales.

Aussi longtemps que nous vivons dans une société de classes inégalitaire, une forme de mécanisme étatique sera indispensable. Mais les mouvements sociaux, en l'occurrence les mouvements sociaux qui émergent du passage à la PPBC, doivent exercer une pression sur l'État. Si ces mouvements devenaient majoritaires, ils pourraient mener à la transformation de la forme étatique actuelle, l'« État de marché », en un « État partenaire » qui représenterait les intérêts du secteur des communs. Dans l'idéal, dès lors que cet État et la société civile engagée dans les communs créeraient les conditions d'une réémergence de l'égalité humaine réelle, l'État se trouvera progressivement « communisé » (par opposition à « privatisé ») et radicalement transformé.

Tout comme pour la stratégie de transvestissement du capital, il ne s'agit pas ici d'une proposition de type « tout ou rien ». Elle peut être mise en œuvre à différents degrés et à différentes échelles. Toutefois, pour qu'un changement systémique puisse effectivement intervenir au niveau macro de la société globale, il faudra qu'en dernière instance la société soit réorganisée dans cette nouvelle configuration.

En d'autres termes, quand bien même notre stratégie est réformiste au sens où elle opère dans le cadre des configurations présentes, elle est aussi révolutionnaire au sens où elle repose sur l'idée que le système extractif actuel devra, à un moment ou à un autre, subir une transition structurelle vers une nouvelle configuration. Notre approche n'est pas sans rapport avec la théorisation par André Gorz des « réformes révolutionnaires⁴ ». Une réforme révolutionnaire est acceptable dans le système existant tout en créant les conditions de sa transformation. Le revenu de base en fournit un bon exemple dans la mesure où il brise la nécessité pour le travail de se marchandiser, et libère du temps et de l'énergie pour la construction d'activités autonomes productrices de communs.

Avant de décrire comment une transition vers les communs peut conduire non seulement à l'adaptation du système actuel, mais aussi à sa transformation (chapitre 4), nous examinons maintenant le cadre socio-technologique du capitalisme cognitif et de la PPBC.

4. Ce concept a été formulé initialement par André Gorz dans son livre *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, voir : www.jacobinmag.com/2013/05/curious-utopias



III. LE P2P COMME CADRE SOCIO-TECHNOLOGIQUE

Les technologies ne doivent pas être conçues comme neutres, déterministes et univoques quant à leurs effets. Au contraire, nous devrions envisager la technologie comme « sensible aux valeurs¹ », influencée par les intérêts matériels et les imaginaires sociaux de ceux qui la financent, la développent et l'utilisent. La technologie est donc un terrain de lutte, où différents intérêts et différentes valeurs s'affrontent. La manière la plus féconde d'approcher les nouvelles technologies est d'examiner leurs diverses potentialités, car elles peuvent évoluer dans une multiplicité de directions, et de considérer comment divers groupes sociaux peuvent tirer avantage de ces potentialités. Pour nous, la question fondamentale est de savoir dans quelle mesure les nouvelles technologies de réseau sont utiles dans le contexte d'une transition vers une société centrée sur les communs.

Internet lui-même, avec sa complexité, constitue un bon exemple de ces multiples trajectoires d'évolution possibles, puisqu'il a été initialement développé par des chercheurs de

1. Les systèmes technologiques sont une infrastructure sociale qui influence les comportements humains. La discipline émergente du « design sensible aux valeurs » vise une approche du design technologique tenant compte des valeurs humaines de manière systématique dans les processus de conception. Pour plus d'informations, voir: https://wiki.p2pfoundation.net/Value_Sensitive_Design

l'ARPA² financés par l'armée américaine, dans l'optique de créer une structure totalement collaborative qui partagerait des ressources numériques entre ordinateurs géographiquement éloignés. Internet fut ensuite adapté à leurs propres besoins par des communautés scientifiques qui y virent un moyen de partager le savoir. Puis il fut fortement influencé par les intérêts commerciaux après l'invention du web et des navigateurs, ainsi que par le souhait des gouvernements d'en contrôler les mécanismes. Mais il a aussi été approprié par des mouvements de hackers et des communautés d'utilisateurs qui l'ont modifié pour l'adapter à leurs usages. Internet n'est donc ni un simple instrument du capital et de l'État, ni un simple instrument de libération.

La technologie doit être adoptée par des groupes sociaux, mais l'enjeu crucial ici est qu'elle crée de nouvelles capacités, et que ces nouvelles capacités sont plus importantes pour ceux qui n'en disposaient pas auparavant que pour ceux qui en disposaient déjà. Les grandes entreprises et les gouvernements possédaient déjà des réseaux privés interconnectés. Mais ces capacités ont été largement démocratisées grâce à Internet, notamment après l'avènement du World Wide Web, et ce, malgré le contrôle ultérieur d'Internet par de grands acteurs dominants. Comme auparavant la presse à imprimer, Internet a démocratisé une capacité, laquelle a ensuite donné lieu à des affrontements, mais quel

2. L'ARPA (Advanced Research Project Agency) est l'agence de recherche créée en 1957 par le département américain de la Défense, qui est à l'origine de la création d'ARPAnet, premier réseau mondial sans centre névralgique. (NdE)

que soit l'aboutissement de ces luttes sociales, on ne pourra pas revenir sur la capacité nouvelle qui a ainsi été libérée.

Internet, en l'occurrence, a créé au moins trois capacités nouvelles :

- d'abord, une capacité généralisée de communication « de beaucoup à beaucoup » utilisant toutes les formes antérieures de médias, qui sont intégrées et incluses dans le médium universel du numérique ;
- ensuite, une capacité généralisée d'auto-organisation, résultat de cette communication sans autorisation ;
- enfin, une capacité généralisée à créer et distribuer de la valeur de manière nouvelle. En d'autres termes, l'auto-organisation peut être mise à profit dans la sphère de la production et de l'échange.

Ainsi, tout comme auparavant l'invention de la presse à imprimer, Internet a créé une occasion historique de reconfigurer la production, l'échange et l'organisation de la société dans son ensemble. De notre point de vue, l'aspect fondamentalement émancipateur de la technologie Internet réside dans la capacité à développer de manière globale et massive la communication « de beaucoup à beaucoup », réduisant ainsi le coût de l'auto-organisation, et à créer et distribuer de la valeur de manière radicalement nouvelle.

En dépit des adaptations opérées par les forces sociales, et malgré la subordination partielle de l'infrastructure d'Internet aux besoins du capital global et d'un nouveau type d'investisseurs capitalistes (Malcomson, 2016), la liberté fondamentale sous-jacente qui rend possibles les

capacités susmentionnées n'a pas (encore) été entièrement détruite. Le capital et les gouvernements ont autant besoin des capacités d'Internet que la société civile. Les mécanismes participatifs web développés à la suite de l'invention du navigateur ont étendu son usage à des couches de plus en plus larges de la population.

Pour comprendre les enjeux politiques du design socio-technologique de diverses applications P2P basées sur Internet, nous avons conçu un cadre permettant d'expliquer comment l'encapsulation³ de ces designs entraîne des résultats différents et mène à des formes différentes de contrôle.

DEUX MODÈLES GÉNÉRIQUES

Essayons de schématiser le devenir potentiel du P2P au moyen de deux axes, ou polarités, opposant deux modèles génériques de création et de distribution de valeur : d'un côté le modèle « extractiviste » à but lucratif (capitalisme cognitif), et de l'autre le modèle « génératif » à bénéfice social (PPBC mature) (figure 1).

Chacun des quadrants représente un scénario dans lequel une force sociale dominante détermine le design des divers réseaux particuliers afin de privilégier certains résultats. Les forces en jeu veulent protéger leurs intérêts

3. L'encapsulation, en informatique et tout particulièrement pour les réseaux, est un procédé qui consiste à inclure les données d'un protocole dans un autre protocole (source : Wikipédia). (NdE)

en contrôlant les plateformes technologiques, lesquelles encouragent certains comportements et certaines logiques, et en découragent d'autres. Les comportements humains au sein des réseaux peuvent en effet être influencés par certaines décisions de design et certains protocoles invisibles créés dans l'intérêt des propriétaires et des gestionnaires des plateformes. Dès lors, même si les technologies et les réseaux P2P se généralisent un peu partout, des technologies P2P similaires en apparence peuvent avoir en réalité des caractéristiques très différentes, impliquant des modèles différents de création et de distribution de valeur, et donc des comportements sociaux et technologiques eux-mêmes différents.

Voici notre tableau synthétique :

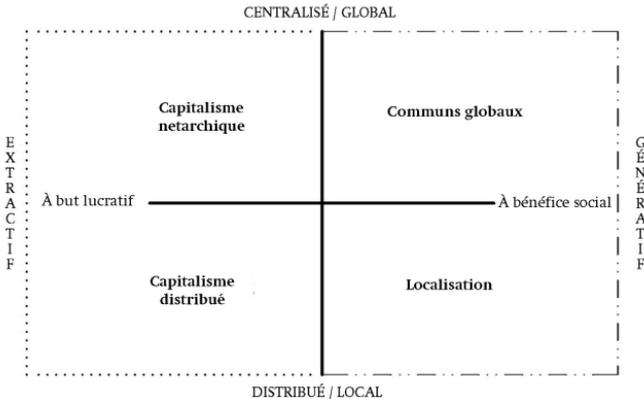


Figure 1. Deux modèles génériques de création de valeur (d'après Kostakis *et al.*, 2016b, p. 86).

L'axe vertical correspond à la polarisation entre, en haut, un contrôle centralisé de l'infrastructure productive liée aux technologies de l'information et de la communication, et, en bas, un contrôle collaboratif de celle-ci. L'axe horizontal oppose d'un côté (à gauche) une orientation vers l'accumulation de capital et de l'autre côté (à droite) une orientation vers l'accumulation et la circulation des communs. On retrouve en outre en haut les infrastructures à orientation globale et, en bas, les initiatives fondées sur une orientation plus locale ou « distributive ». Dans ce dernier cas, le caractère « local » peut aussi se référer à l'autonomie des communautés virtuelles.

Le côté gauche est donc celui du but lucratif, orienté vers la maximisation des profits, que l'on peut qualifier d'« extractif⁴ » parce qu'il appauvrit les ressources naturelles et communautaires qu'il utilise. Le côté droit est celui du bénéfice social, qui vise à créer du bien commun soit à l'échelle locale, soit à l'échelle globale. Nous appelons ce côté « génératif » parce qu'il cherche à créer de la valeur pour les communautés et les communs, d'un point de vue social aussi bien qu'environnemental. Pour illustrer cette différence entre « extractif » et « génératif », il suffit de penser à l'agriculture industrielle et à la permaculture. La première appauvrit le sol et sa santé, tandis que la seconde le rend plus riche et plus sain. De nombreux mouvements

4. Pour un examen approfondi des formes génératives de propriété et de gouvernance, mises en opposition avec les formes extractives, voir Kelly, 2012.

contemporains de transition ont précisément pour objectif central ce passage de l'extractif au (ré)génératif.

En relation avec les différents modes d'échange, il pourrait sembler que les deux quadrants de gauche sont des variantes du « marché », et que le modèle du capitalisme distribué serait particulièrement motivé par le désir de limiter l'influence de l'« État ». Le quadrant en bas à droite représente les modèles fondés sur des formes plus directes de réciprocité, tandis que le quadrant en haut à droite, celui des communs globaux, représente la mise en œuvre au niveau global de mécanismes de mise en commun (voir figure 2).

Les systèmes technologiques centrés sur les usagers peuvent être considérés de deux points de vue. Le *front-end*, ou interface publique, est le côté avec lequel interagissent les usagers, et c'est le seul qui leur soit visible. En d'autres termes, c'est leur interface avec les autres usagers et avec le système lui-même. Le *back-end* désigne, quant à lui, le sous-bassement technologique qui rend tout cela possible. Tous deux sont spécifiquement conçus par les propriétaires des plateformes, mais le second reste invisible à l'utilisateur. Par conséquent, une interface publique rendant possible une logique sociale pair à pair entre usagers peut souvent reposer sur un *back-end* extrêmement centralisé, contrôlé et propriétaire. Il se forme ainsi un système techno-social invisible qui influence profondément le comportement de ceux qui utilisent l'interface publique. Ce système fixe des limites à ce qui est possible en termes de liberté humaine et « incite » à certains comportements (Thaler et Sunstein, 2009) favorables aux intérêts des propriétaires et gestionnaires de plateformes.

Il est peu probable qu'une logique pair à pair véritablement libre puisse se développer au niveau du *front-end* si le *back-end* reste soumis à un contrôle et à une propriété exclusifs. Cela ne signifie pas pour autant que les utilisateurs de ces systèmes soient impuissants à utiliser ces capacités pour leurs propres fins (particulièrement s'ils sont conscients des limites de ces systèmes de capitalisme cognitif).

Sur la base de la figure 1, on peut donc distinguer quatre scénarios pour l'avenir de l'économie et de la société :

- le capitalisme netarchique ;
- le capitalisme distribué ;
- la localisation ;
- les communs globaux.

Chacun de ces scénarios joue un rôle descriptif et illustre une économie politique potentielle, dans le but de nourrir l'imagination et de servir de guide pour naviguer vers l'avenir. Les modèles de gauche sont insérés dans le modèle général du capitalisme contemporain appelé « capitalisme cognitif ». Les modèles de droite désignent un contexte que l'on pourrait qualifier de « post-capitaliste » dans la mesure où le cœur de leur activité n'est pas focalisé sur la maximisation des profits.

Les modèles de gauche visent à extraire une rente de l'échange et de la production collaboratifs. En subvertissant le langage utilisé par les Républicains comme Mitt Romney aux États-Unis, ils pourraient être appelés les *takers*, ceux qui prennent. L'autre côté représente les communautés globales ou locales des *makers*, ceux qui font, qui cherchent à garder le surplus généré par leurs activités pour se créer

des moyens d'existence ou le réinvestir dans les ressources qu'ils partagent. Leurs modèles ne sont pas forcément à but non lucratif, mais le profit n'y est jamais une fin en soi : les profits éventuellement générés sont réinvestis dans les objectifs généraux que poursuivent les projets.

LE MODÈLE EXTRACTIF DU CAPITALISME COGNITIF

Le capitalisme cognitif se réfère au processus par lequel l'information (données, savoir, design ou culture) est privatisée puis marchandisée dans le but de générer des profits pour le capital. Dans cette nouvelle phase du capitalisme, les processus traditionnels de production et de distribution matérielles perdent leur statut de force motrice de l'accumulation du capital au profit du contrôle de l'information et des réseaux (Moulier-Boutang, 2012 ; Bell, 1974 ; Drucker, 1969 ; pour une analyse critique, voir Webster, 2006)⁵.

Dans une phase antérieure, le capitalisme cognitif a été marqué par le besoin de produire et de contrôler un savoir propriétaire et, selon les termes de McKenzie Wark (2004), par la lutte entre la « classe hacker », qui produit le savoir, et la « classe vectorielle », qui contrôle les moyens

5. Bien entendu, nous devons tenir compte de la remarque de Federici et Caffentzis (2007, p. 70) selon laquelle des notions comme le « travail cognitif » et le « capitalisme cognitif » ne représentent qu'« une partie, bien qu'une partie dominante, du développement capitaliste, et qu'il existe différentes formes de savoir et de travail cognitif qui ne peuvent pas se trouver écrasées sous un seul label ».

de distribution. Notre conception du capitalisme netarchique (quadrant en haut à gauche de la figure 2) propose une actualisation de cette analyse, fondée sur le constat que la « classe hacker » possède désormais largement ses propres moyens de production et même de distribution. Néanmoins, cela a lieu dans des conditions où une branche du capital rend possible et renforce la production directe de valeur, tout en capturant la valeur d'échange qui en résulte grâce à son contrôle des plateformes, qui est un contrôle des moyens de monétisation. Alors que les capitalistes vectoriels de McKenzie Wark étaient encore entièrement propriétaires des moyens de production, ce n'est plus le cas des capitalistes netarchiques, qui se concentrent sur le contrôle des réseaux et des écosystèmes. À la différence des capitalistes vectoriels analysés par Wark, les capitalistes netarchiques ne dépendent pas au même degré de la propriété intellectuelle, et ont appris à coexister avec les communs ouverts du savoir et à en tirer profit. On pourrait dire que l'accès aux moyens de production cognitive s'est largement démocratisé, mais que l'accès aux moyens de monétisation est encore largement sous contrôle.

Par « netarchique », nous désignons donc les hiérarchies au sein du réseau qui possèdent et contrôlent les plateformes participatives. Cette version du capitalisme se caractérise par des plateformes numériques qui intègrent des éléments de P2P, permettant aux gens d'interagir directement les uns avec les autres, mais qui restent contrôlées et surveillées par leurs propriétaires. Le contrôle entièrement centralisé du reste de l'infrastructure est mis à profit pour extraire de la valeur de ces échanges.

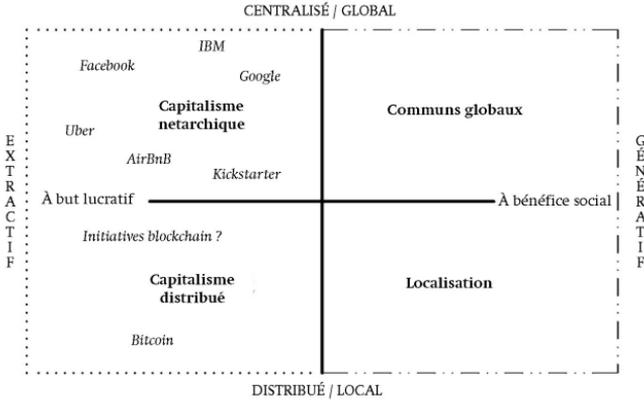


Figure 2. Le modèle mixte du capitalisme cognitif comme plateformes orientées vers le profit utilisant des infrastructures P2P (d'après Kostakis *et al.*, 2016b, p. 86). De nombreux projets fondés sur la *blockchain* sont en train d'émerger, et certains d'entre eux se réclament de l'anarcho-capitalisme. Nous préférons cependant mettre un point d'interrogation car il est trop tôt pour émettre un jugement final. Par ailleurs, le positionnement de ces différentes initiatives n'est pas forcément définitif, au sens où il y a des zones grises et que leurs modèles commerciaux peuvent changer.

Cette nouvelle forme de capital exploite directement la coopération sociale en réseau, qui consiste souvent en activités non rémunérées capturées et financiarisées par les plateformes propriétaires des « réseaux » en question. Elle vit donc des externalités positives qui résultent de la coopération humaine et des communs. Si les versions

antérieures du capitalisme étaient hostiles aux communs et tentaient de les détruire, cette nouvelle version a appris comment, au moins provisoirement, « apprivoiser » les communs. Mais cela signifie aussi qu'elle repose désormais, et à un degré sans précédent, sur le parasitisme et la recherche de rente. Le capitalisme netarchique est un capital rentier qui a réorienté ses mécanismes de contrôle vers le contrôle du réseau lui-même dans son ensemble, en fonctionnant à distance de la production réelle.

Par exemple, les plateformes de médias sociaux comme Facebook capturent la valeur des échanges sociaux de leurs membres quasi exclusivement à travers la monétisation des données et la vente de l'« attention » de leurs utilisateurs à des publicitaires. Les modèles de *crowdsourcing*, ou marchés du travail virtuels fondés sur le travail collaboratif, forcent les travailleurs à entrer en concurrence les uns avec les autres, réduisant en conséquence leur revenu moyen (pour un aperçu global du marché du travail « crowdsourcé » et sur le côté obscur du travail numérique en général, voir l'ouvrage collectif édité par Scholz, 2012). Uber et AirBnB sont d'autres exemples de ce modèle, au sens où ils ne produisent pas de transports ni de capacités d'hébergement, mais facilitent l'échange des ressources existantes *via* le P2P, tout en gardant une partie de la valeur générée par les transactions entre individus. Le concept de « partage », dans ce cas, n'est ni plus ni moins qu'un coup de marketing.

Le quadrant en bas à gauche, avec des exemples comme Bitcoin et certaines initiatives émergentes qui reposent sur la technologie de stockage et de transmission

d'informations de Bitcoin appelée *blockchain*⁶, renvoie quant à lui à ce que l'on peut caractériser comme un « capitalisme distribué ». Ces développements plus collaboratifs se réclament de l'idée que « chacun peut devenir un capitaliste ou un trader indépendants », et ils cherchent à créer une autonomie individuelle vis-à-vis aussi bien des grandes entreprises que de l'État. Dans ce modèle, les infrastructures P2P sont conçues pour permettre l'autonomie et la participation de nombreux acteurs, mais l'objectif central reste la maximisation des profits. La manière dont Bitcoin est conçu est exemplaire à cet égard, car son modèle déflationniste implique que les producteurs ou les acheteurs précoces de cette monnaie virtuelle pourront la vendre au prix fort à ceux qui arrivent en fin de chaîne, sans besoin de travail productif. Bitcoin est également dans une logique extractive vis-à-vis de la nature du fait de son énorme consommation d'énergie.

Plus largement, tout système orienté vers une concurrence pour des ressources rares créera des gagnants et des perdants et, à terme, ne peut que mener à la même logique oligarchique que le capitalisme netarchique. Le capitalisme distribué relève d'une idéologie distincte et repose sur un

6. « La *blockchain* est une technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle. Par extension, une *blockchain* constitue une base de données qui contient l'historique de tous les échanges effectués entre ses utilisateurs depuis sa création. Cette base de données est sécurisée et distribuée : elle est partagée par ses différents utilisateurs, sans intermédiaire, ce qui permet à chacun de vérifier la validité de la chaîne », définition donnée par le site <https://blockchainfrance.net>. (NdE)

paradigme techno-social différent, mais les effets de la « loi de puissance⁷ » le ramènent inévitablement à l'endroit même qui constitue le point de départ du capitalisme netarchique. Cela se vérifie déjà avec le fait que les capacités d'émission de Bitcoin sont aujourd'hui propriétaires, et avec la possession des bitcoins eux-mêmes. Les projets de ce type reposent en général sur la vision d'une société composée exclusivement d'individus déjà autonomes qui ne font que passer des contrats entre eux. Ils n'ont de place ni pour la société ni pour la collectivité. En outre, les projets liés à cette vision de capitalisme distribué (aussi appelé « anarcho-capitalisme ») sont dépourvus de tout garde-fou qui empêcherait le développement de l'inégalité et d'une oligarchie (Boehm, 2001)⁸.

Il faut souligner en outre que de nombreuses formes présentes sur les quadrants à gauche sont hybrides, et ne peuvent être considérées comme « entièrement négatives »

7. La loi de puissance renvoie à la distribution inégale de l'influence au sein des réseaux. Comme l'explique Clay Shirky, « dans les systèmes où de nombreuses personnes sont libres de choisir entre de nombreuses options, une petite portion de l'ensemble bénéficiera d'une quantité disproportionnée du trafic (ou de l'attention, ou des revenus), même si aucun membre du réseau ne travaille activement à obtenir ce résultat. L'acte même de choisir, quand il est suffisamment étendu et libre, crée une distribution de puissance » (voir : http://shirky.com/writings/powerlaw_weblog.html). Pour un examen plus détaillé de la loi de puissance et de ses effets, voir : https://wiki.p2pfoundation.net/Power_Law. Nous estimons que tout système concurrentiel visant des ressources rares ne peut mener qu'à des concentrations oligarchiques, dans la mesure où, à chaque nouvelle itération compétitive, ceux qui auront déjà acquis davantage de ressources auront un avantage concurrentiel.

8. Nous nous référons ici aux conclusions et aux hypothèses de Christopher Boehm, selon lequel les structures sociales égalitaires sont des contre-hiérarchies qui ont besoin d'entretenir activement leurs structures horizontales à travers des contre-mesures.

dans la mesure où elles permettent le développement continu de la socialité P2P, dans laquelle des formes autonomes de production et d'échange deviennent largement disponibles à une base toujours plus vaste d'utilisateurs. Paradoxalement, le capitalisme lui-même renforce des formes non capitalistes et post-capitalistes d'auto-organisation et de création de valeur.

La manière dont les forces populaires de résistance et même de révolution se sont auto-organisées durant le « Printemps arabe » (Eltantawy et Wiest, 2011 ; Khamis et Vaughn, 2011 ; Vargas, 2012) en fournit un exemple. Plusieurs communautés P2P ont également fait un usage inventif des plateformes netarchiques et des systèmes collaboratifs pour s'organiser elles-mêmes et gérer leurs projets. Par exemple, une pêcherie soutenue par la communauté à Ostende en Belgique utilise Facebook pour mettre en relation les pêcheurs et leurs clients. Le livre d'Alain Tarrius (2015) *Étrangers de Passage. Poor to poor, peer to peer* propose de nombreux exemples de la manière dont les participants aux réseaux d'économie informelle font un usage inventif des plateformes numériques. Il y a donc des plateformes netarchiques qui construisent des infrastructures P2P et créent certaines conditions positives qui devraient être mises à profit de manière critique en vue d'une société de réseaux plus autonome.

Un autre exemple est fourni par IBM et son alliance avec divers projets fondés sur les communs dans le domaine du développement logiciel. IBM tire profit de la valeur d'usage produite par ces processus de production pair à pair. Mais, d'un autre côté, son implication a encouragé l'amélioration

des produits et a contribué à la viabilité de nombreux projets fondés sur les communs en créant des opportunités de travail rémunéré.

De même, dans le contexte du capitalisme distribué, on peut considérer Bitcoin comme un jalon extrêmement important, puisque c'est la première monnaie globale « post-westphalienne » reposant sur la « souveraineté sociale ». Elle démontre que les monnaies alternatives sont viables même à une échelle globale. La *blockchain* associée à Bitcoin, en tant que base de données collaborative, supprime le besoin d'un tiers de confiance. La nature transparente et collaborative de la *blockchain* pourrait en théorie aider des communautés petites ou grandes à atteindre un consensus et à mettre en œuvre des formes novatrices de gouvernance. Ces potentialités créent des opportunités et des défis qu'il vaut la peine d'explorer et d'expérimenter. Les applications fondées sur la *blockchain* ont néanmoins une faiblesse fondamentale, qui est leur consommation importante d'énergie et donc leur coût environnemental.

LE MODÈLE GÉNÉRATIF DE LA PRODUCTION PAR LES PAIRS BASÉE SUR LES COMMUNS

Passons maintenant aux quadrants situés à droite (figure 3), dans lesquels on peut inscrire plusieurs mouvements sociaux et projets de PPBC prometteurs. Alors que le côté gauche montrait des logiques extractives et rentières vis-à-vis des échanges P2P, le côté droit signale un engagement positif vis-à-vis des communs et de leurs communautés, autrement dit une relation générative.

Ces initiatives cherchent à ajouter de la valeur et relèvent en ce sens d'une démarche d'«entredonneur⁹» plutôt que d'«entrepreneur».

Aussi bien dans le quadrant du bas que dans celui du haut, c'est l'élément «civique» qui prédomine, que ce soit sous la forme d'une communauté locale ou sous celle d'une communauté globale de design ouvert qui mutualise son savoir. Dans les deux cas, les communautés font usage de plateformes numériques, la différence résidant dans la manière dont elles font usage de ces communs numériques.

Dans le modèle de la localisation, les communs numériques globaux sont utilisés pour renforcer et organiser le niveau local. Dans le modèle des communs globaux, les réseaux sont utilisés pour s'organiser directement à l'échelle globale, et pour se créer du pouvoir à cette échelle. Par exemple, la priorité du mouvement des «villes en transition» est d'initier des transitions locales, et son utilisation des communs numériques globaux est fonction de ces objectifs locaux. Le rôle de Wikipédia, en revanche, est de créer une ressource de savoir globale et universelle, tout comme l'objectif de GNU/Linux est de créer une alternative globale aux systèmes d'exploitation propriétaires.

9. Ce concept a été suggéré par J. Wood, "Comment: The Socially Responsible Designer", *Design Magazine*, juillet 1990. En ligne : <http://attainable-utopias.org/tiki/tiki-index.php?page=EntreDonneur>. Voir également : <https://wiki.p2pfoundation.net/Entredonneur>

MANIFESTE POUR UNE VÉRITABLE ÉCONOMIE COLLABORATIVE

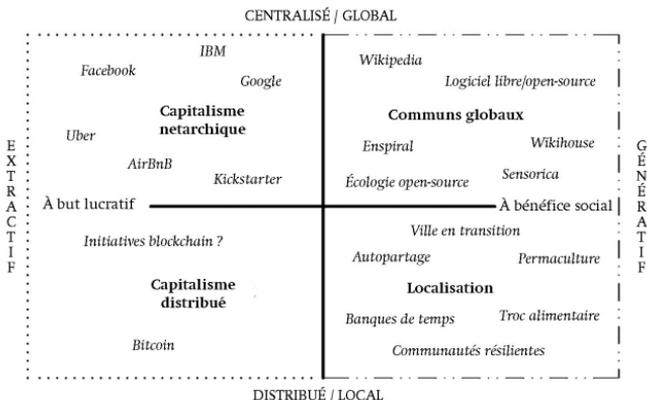


Figure 3. Les projets axés sur les communs globaux dans le quadrant en haut à droite sont associés à des projets de relocalisation et à des types d'organisation de commeneurs comme le mouvement des « villes en transition » et la permaculture, ainsi qu'à des projets relevant d'une véritable économie du partage comme l'autopartage, les banques de temps et le troc alimentaire, qui visent un bénéfice social (Schor et Fitzmaurice, 2015). Le positionnement de toutes ces initiatives n'est pas forcément définitif, au sens où il y a des zones grises et où leurs modèles commerciaux peuvent changer.

La critique que nous pouvons adresser aux initiatives relevant de la localisation se situe à un double niveau (Kostakis *et al.*, 2015). Certes, de nombreuses communautés de localisation (par exemple, des écovillages) produisent des communs numériques tout en travaillant pour assurer leurs besoins. Cependant, en raison de leur focalisation

sur le local, elles n'ont que des rapports assez distendus les unes avec les autres. Elles ne produisent pas de communs globaux. Et elles ne contribuent donc pas en ce sens à la formation d'un contre-pouvoir global. De nombreux enjeux globaux ne peuvent pas trouver de solution à l'échelle locale, et de nombreuses initiatives locales sont vulnérables face à des dynamiques de pouvoir hostiles au niveau global. Par exemple, une pêcherie locale gérée comme un commun peut facilement se trouver mise à mal par des flottes de pêche industrielle qui opèrent en dehors de l'espace maritime national.

La localisation fait partie de la solution. Elle est nécessaire, mais non suffisante. Ces initiatives de localisation pourraient étendre leurs efforts à une échelle translocale et transnationale. Elles pourraient se fédérer à la fois au niveau local et au niveau transnational autour de leur domaine d'activité, par exemple les systèmes d'approvisionnement (alimentation et logement). Les villes pourraient jouer le rôle de « villes partenaires » rendant possible le déploiement de ces systèmes locaux tout en créant elles-mêmes des coalitions transnationales, et en soutenant les communautés globales de design ouvert qui mutualisent le développement d'infrastructures communes.

Nous ne sommes pas du tout hostiles aux initiatives P2P locales. Tout d'abord, comme le souligne Ezio Manzini (2016), les initiatives locales deviennent de plus en plus « petites, locales, ouvertes et connectées ». Deuxièmement, nous devons co-construire le nouveau mode de production et d'échange génératif à toutes les échelles. Troisièmement, les projets locaux peuvent s'interconnecter à tous

les niveaux, y compris au niveau local territorial, et les structures locales peuvent créer des infrastructures transnationales (comme, par exemple, une coalition globale de villes). Notre thèse est plutôt que ces initiatives locales ont un besoin vital et structurel de compléments globaux afin d'être efficaces et effectives. Cependant nous défendons aussi une thèse encore plus fondamentale, qui voit dans le local la dimension clé d'une société centrée sur les communs.

Comme le soulignent avec raison les tenants de la décroissance et de la localisation, nous vivons les derniers soubresauts d'une globalisation matérielle néolibérale fondée sur l'énergie, le travail et le transport bon marché. La relocalisation de la production est nécessaire. Les communautés de création de valeur, même relevant des communs globaux, peuvent très bien être basées localement tout en étant connectées au niveau global. Cela pourrait donner lieu à de nouvelles formes d'organisation socio-économique, qui soient substantiellement axées sur les communs. Dans cette approche, il n'y a pas de contradiction entre une collaboration ouverte au niveau global sur le design et une production relocalisée: elles peuvent se développer simultanément, si la relocalisation est associée à des réseaux globaux d'entreprises. Les divers communs numériques, fondés sur le partage du savoir, du code et du design, feront partie de ces nouveaux réseaux globaux de savoir, en relation étroite avec leur mise en œuvre au niveau local.

Pour distinguer cette approche à la fois du simple localisme communautaire et des réseaux matériels globaux

du néolibéralisme, on pourrait l'appeler « cosmo-localisation » (Ramos *et al.*, 2017), où tout ce qui est immatériel (non rival, comme le savoir) devient global et tout ce qui est matériel (rival, comme les appareils productifs) reste local (Kostakis *et al.*, 2016a). Les communautés globales de design, les coopératives de production locale et les communautés pourraient créer des coalitions entrepreneuriales axées sur les communs : des écosystèmes économiques participatifs fonctionnant pour le plus grand bénéfice d'une communauté et de ses communs.

Les entreprises participantes sont pour les commoneurs des véhicules pour alimenter des communs globaux et en même temps assurer leurs moyens d'existence. Cette approche part du principe que la régression sociale n'est pas une fatalité, et qu'une abondance plus frugale est possible pour l'humanité dans son ensemble. Ce qui implique de préserver un maximum de services et d'infrastructures de bien-être, mais en réduisant la charge thermodynamique qu'ils font peser sur les ressources naturelles et l'environnement. Les fondements empiriques de notre argument sur le caractère soutenable des produits et des pratiques basés sur les communs restent certes modestes, mais il existe des dynamiques positives qui ne doivent pas être négligées (Kostakis *et al.*, 2015 ; 2016a). Par exemple, les communautés de PPBC n'ont aucune raison d'inclure dans leur design et leur ingénierie des mécanismes d'obsolescence programmée. En outre, les technologies de production localisées (depuis les imprimantes 3D et les découpeurs lasers jusqu'aux « low-tech » et à l'artisanat) offrent la possibilité d'une production à la demande qui aurait pour

effet de limiter le transport de matières premières. Enfin, les communautés de PPBC tendent à mutualiser leurs ressources productives (comme avec les infrastructures de production partagées des makerspaces).

Wikihouse, Open Source Ecology, Farmhack, L'Atelier Paysan, RepRap, Open Bionics ne sont que quelques exemples de projets où les biens communs numériques convergent avec les technologies locales de fabrication de produits manufacturés (des maisons, des tracteurs et autres machines agricoles aux prothèses de main robotisées et aux imprimantes 3D). Ces communautés développent, partagent et améliorent le design comme bien commun numérique mondial, tandis que la fabrication proprement dite se fait localement par le biais d'infrastructures partagées, souvent en tenant compte du contexte.

Nous envisageons donc une transition vers un paradigme reposant sur de nouveaux systèmes décentralisés et collaboratifs de gouvernance démocratique, qui échapperaient aux pathologies de l'économie politique actuelle et construirait une alternative écologiquement soutenable (Bollier, 2014). Pour que cette transition soit effectivement possible, le scénario des communs globaux suggère que nous devrions travailler à construire des infrastructures politiques et sociales à la fois au niveau global et au niveau local.

Bien entendu, la PPBC ne peut pas se substituer du jour au lendemain à tous les processus de production, et certaines infrastructures centralisées (comme peut-être l'approvisionnement en eau) peuvent rester nécessaires. La PPBC est un proto-mode de production, actuellement

incapable de se développer en dehors du capitalisme pour devenir un mode de production à part entière. Les principes cruciaux sont ici, d'un côté, le concept de « marché éthique » qui inclurait toutes les entreprises axées sur les communs, et de l'autre, le concept d'« État partenaire » qui rendrait possible et renforcerait la création directe de valeur sociale en apportant un soutien aux infrastructures de base et en protégeant la sphère des communs (Orsi, 2009 ; Bauwens et Kostakis, 2015, et pour une perspective critique : Rigi 2012, 2013, 2014 ; Papadimitropoulos, 2016 ; Broumas, à paraître).

Pour créer une économie pleinement fonctionnelle centrée sur les communs et reposant sur les communautés de PPBC, il est nécessaire de s'attaquer au flux de valeur qui est actuellement « extrait » par le capitalisme netarchique. Les contributeurs des communautés globales et locales doivent créer leurs propres entités de marché éthiques, afin que le surplus soit utilisé pour leur créer des gagnepain et assurer la reproduction sociale des commoneurs, ou réinvesti dans les réseaux de production fondés sur le P2P. L'accumulation du capital doit céder la place à une « accumulation coopérative¹⁰ », réinvestie dans la croissance des communautés productives basées sur les communs et de leurs coalitions entrepreneuriales. Cette stratégie a été mise en œuvre avec succès pour développer des réseaux

10. Le concept et la pratique de l'accumulation coopérative sont précisés et discutés par Mike Lewis dans un échange par courrier électronique de septembre 2013, accessible en ligne : https://wiki.p2pfoundation.net/Cooperative_Accumulation

coopératifs comme Mondragon en Espagne, mais aussi pour créer l'économie très dynamique des coopératives d'Émilie-Romagne en Italie. L'enjeu désormais est d'utiliser ce même modèle pour renforcer l'émergence, l'expansion et la prédominance d'une production centrée sur les communs.

Il serait illusoire, toutefois, d'imaginer qu'un tel développement puisse avoir lieu face à un État hostile. Une stratégie efficace de transition axée sur les communs exige de se confronter au problème de l'organisation politique et d'influencer directement la forme étatique. Nous tentons ci-dessous de construire une stratégie cohérente en vue d'une transition axée sur les communs.

IV. UNE STRATÉGIE DE TRANSITION P2P BASÉE SUR LES COMMUNS

Comment peut-on être anticapitaliste au ^{xxi}^e siècle ?
Erik Olin Wright (2015) écrit de manière éloquente :

Renoncez au fantasme de détruire le capitalisme. Le capitalisme n'est pas destructible, du moins si vous souhaitez construire un avenir émancipateur. Vous pourriez à titre personnel échapper au capitalisme en vous déconnectant de tous les réseaux et en minimisant votre implication dans l'économie monétaire et le marché, mais ce n'est clairement pas une option séduisante pour beaucoup de gens, particulièrement s'ils ont des enfants, et cela ne contribue en rien à promouvoir un processus plus large d'émancipation sociale. Dès lors que vous vous souciez de la vie des autres, d'une manière ou d'une autre vous devez faire face aux structures et aux institutions capitalistes. Apprivoiser et saper le capitalisme sont les seules options viables. Ce que vous devez faire, c'est participer à la fois à des mouvements politiques pour apprivoiser le capitalisme au moyen de régulations publiques et à des projets socio-économiques qui sapent le capitalisme à travers l'expansion de formes émancipatrices d'activité économique.

Nous partageons largement le point de vue exprimé par Wright et nous entendons nous aussi proposer des moyens d'*apprivoiser* et de *saper* simultanément le capitalisme. Cependant, nous ne sommes pas aussi certains que l'âge des révolutions sociales et politiques violentes soit derrière nous. Notre position est que les révolutions

de ce type sont des événements organiques qui résultent du refus des élites de laisser place aux changements systémiques nécessaires.

Pour nous, donc, saper le capitalisme renvoie à la nécessité de créer une économie préfigurative centrée sur les communs au sein même du capitalisme existant. Un futur post-capitaliste requiert des commoneurs comme acteurs de changement, et pour avoir des commoneurs, nous avons besoin d'étendre la sphère des communs. Apprivoiser le capitalisme implique que nous ne fassions pas preuve d'hostilité permanente et radicale vis-à-vis de l'État, qui doit lui-même être « apprivoisé ». Telle a été la stratégie de tous les mouvements sociaux victorieux à ce jour, parmi lesquels le mouvement ouvrier, les mouvements pour le suffrage universel, les mouvements féministes, le mouvement pour les droits des LGBT, etc. Cette stratégie implique aussi de trouver des synergies et des convergences entre les forces préfiguratives qui créent l'économie nouvelle, et de leur donner une expression politique, afin qu'elles puissent agir dans la sphère politique en alliance avec d'autres forces politiques et sociales émancipatrices.

L'une des conséquences de notre approche multimodale est qu'il faut rechercher des alliés parmi les forces représentant les autres modes de production et d'échange. Cela implique d'unifier les forces qui soutiennent les communs, celles qui soutiennent les marchés génératifs et éthiques et celles qui soutiennent le développement d'un État créateur de capacités et d'autonomie.

MUTUALISATION DES RESSOURCES PARTOUT OÙ C'EST POSSIBLE

L'un des aspects essentiels des technologies P2P est qu'elles nous libèrent des limites du temps et de l'espace. Elles rendent possible et facilitent une existence nomadique universelle. Bien entendu, cela ne signifie pas que tout le monde voyagera partout tout le temps. Mais cela signifie qu'un nombre toujours plus grand de personnes ne sont plus attachées à un territoire, y compris un territoire en un sens virtuel (organisation ou entreprise). Cela vaut désormais aussi bien pour la production matérielle que pour la production immatérielle. Les travailleurs sont en mesure de se construire des styles de vie contributifs, en rejoignant ou en se retirant de projets rémunérés ou non rémunérés tout au long de leur vie.

Les communautés PPBC et leurs systèmes contributifs de production technique peuvent être caractérisés de manière générale comme des systèmes à contributions ouvertes (même si, comme on l'a vu, ils peuvent avoir des dispositifs de filtrage pour garantir la qualité des contributions et des contributeurs). Autrement dit, les gens peuvent librement contribuer à un ou plusieurs communs de leur choix. C'est une forme très forte de mise en œuvre du principe nomadique dans la sphère économique. La mise en commun est ainsi au cœur même de la PPBC.

La mise en commun et la mutualisation aussi bien des ressources matérielles que des ressources immatérielles constitue une priorité. La capacité de mettre en commun

et de mutualiser le savoir productif est aujourd'hui l'une des manières les plus décisives de se créer un avantage « concurrentiel » ou « coopératif » (selon que l'entité productive est axée sur la maximisation des profits ou bien sur des objectifs génératifs sans recherche du profit pour lui-même). La mutualisation et la mise en commun – autrement dit, « les communs » – devraient être au cœur du système productif et sociétal, et devenir le principal point d'attraction de l'« associationnisme » imaginé par Karatani (2014).

INTRODUIRE LA RÉCIPROCITÉ

La coordination mutuelle au sein des PPBC, qui se fait par le biais d'une signalisation ouverte, peut fonctionner pour la production de communs numériques car ces biens sont non rivaux. Mais qu'en est-il de la production et des échanges matériels ? Dès lors que les biens physiques rivaux (y compris le travail humain) peuvent être épuisés et qu'ils ont besoin d'être régénérés, une autre forme d'allocation est nécessaire. C'est pourquoi, même s'il existe un « communisme cybernétique » au cœur du système capitaliste pour la production de biens immatériels (Barbrook et Cameron, 2015), nous avons besoin d'un autre mécanisme pour la production matérielle. À la place du principe « communiste » sous-jacent à la mise en commun (« de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »), nous avons besoin pour la production matérielle d'un principe de réciprocité : « à chacun selon ses contributions ».

Voilà pourquoi nous proposons le modèle d'une « coopérative ouverte¹ », c'est-à-dire d'une entité qui serait légalement et statutairement tenue à la création de communs et de ressources ouvertes. Les coopératives ouvertes réinternaliseraient leurs externalités négatives ; elles adopteraient des modèles de gouvernance multi-partenaires ; elles contribueraient à la création de communs matériels et immatériels ; elles seraient organisées socialement et politiquement autour d'enjeux globaux, même en produisant localement (Bauwens et Kostakis, 2016). Bref, les coopératives ouvertes répondent au besoin de créer une synergie entre le mouvement de la PPBC et certains éléments des mouvements du coopérativisme et de l'économie solidaire.

Une bonne manière de comprendre la multimodalité de ces nouvelles entités post-commerciales est de considérer le fonctionnement du système des guildes médiévales. D'un point de vue externe, les guildes vendaient leur production sur le marché (mais même cette vente se faisait dans le cadre de pratiques de « juste prix »), mais d'un point de vue interne, elles fonctionnaient comme des fraternités et des systèmes de solidarité. L'analogie historique est excellente pour appréhender la double logique des nouvelles entités connectées aux communs. Dans une économie centrée sur les communs, cela pourrait passer par des systèmes participatifs ouverts qui mettraient

1. Pour une discussion plus complète des « coopératives ouvertes » et de leurs quatre caractéristiques, voir : https://wiki.p2pfoundation.net/Open_Cooperatives

en relation producteurs et communautés consommatrices/utilisatrices, à travers des mécanismes de solidarité mutuelle tels que nous les voyons par exemple dans le système des Amap². Nous proposons donc des modèles qui lient les contributeurs à différents rôles entremêlés, dans le cadre d'un écosystème unique de solidarité.

En outre, une partie de la gestion de la production matérielle pourrait très bien, dans la mesure où ces entités peuvent utiliser des systèmes de comptabilité contributifs ouverts, être déplacée vers des mécanismes de coordination mutuelle et de mise en commun qui requièrent une sorte de planification collaborative. Le projet Sensorica, une communauté dédiée à l'équipement scientifique ouvert basée à Montréal au Canada, en fournit un exemple. Sensorica développe et utilise lui-même un système ouvert de comptabilité de la valeur créée qui identifie les contributions individuelles à certains produits, évalue ces contributions et calcule les parts correspondantes dans le produit final, accordant un certain pourcentage pour chaque

2. Judith Hitchman écrit: «L'agriculture soutenue par la communauté [comme les Amap en France, *NdT*], où la quantité annuelle sur laquelle producteur et consommateurs se mettent d'accord est basée sur ce dont le producteur a besoin pour que son activité soit rentable, et couvre ses besoins de protection sociale et d'investissement, etc., est construite sur un modèle soutenable qui fonctionne aussi bien pour le producteur que pour les consommateurs. Étant donné qu'il y a une chaîne directe des producteurs aux consommateurs, les prix sont abordables, et dans de nombreux cas une échelle de prix est mise en place qui permet aux exclus sociaux de payer moins. Et comme le système repose sur des méthodes d'agriculture biologique à faible impact, il est tout à fait soutenable.» Voir: https://wiki.p2pfoundation.net/Consumer-Supported_Agriculture

contributeur³. Les principes d'un système de comptabilité de ce type peuvent être décidés collectivement. Dans les phases précoces d'émergence et d'expérimentation, on peut imaginer que ces systèmes soient mis en place comme complément aux échanges fondés sur les prix, mais ils pourraient évoluer jusqu'à devenir des modèles économiques de distribution des ressources à part entière.

Les ressources physiques et les moyens de production peuvent eux-mêmes être mis en commun. Des formes de propriété commune pourraient être utilisées, qui se distinguent aussi bien de la propriété étatique que de la propriété privée individuelle. On peut penser à des « fonds de communs » auxquels participeraient tous les contributeurs et qu'ils détiendraient en commun. Des processus de ce type créeraient des liens entre, d'une part, une distribution toujours fondée sur le principe de rareté pour les ressources physiques, lesquelles ont besoin d'être régénérées et requièrent donc la réciprocité, et d'autre part une mise en commun générale non réciproque pour les ressources qui n'ont pas besoin d'être régénérées. Dans la mesure où certaines ressources physiques deviendraient plus abondantes, elles pourraient être déplacées vers des modèles centrés sur les communs correspondants.

Pour conclure : nous établissons une distinction entre les modèles de communs appropriés pour les ressources

3. Pour une veille sur l'émergence de ces pratiques de comptabilité, voir : https://wiki.p2pfoundation.net/Category:P2P_Accounting. Pour plus d'information sur l'Open Value Network de Sensorica, voir : https://wiki.p2pfoundation.net/Open_Value_Network

rivales et les modèles de communs appropriés pour les ressources non rivales. Ces modèles devraient être considérés comme des polarités, offrant la possibilité de se déplacer dans une direction ou dans une autre grâce à des combinaisons hybrides. Certaines communautés peuvent souhaiter communaliser leurs ressources physiques et aller vers des modalités de partage entièrement non réciproques, tandis que d'autres peuvent au contraire souhaiter renforcer les exigences de réciprocité.

DE LA REDISTRIBUTION À L'AUTONOMISATION ET À LA PRÉDISTRIBUTION

Comme nous l'avons expliqué, la PPBC a ses communautés de contributeurs, ses coalitions d'entrepreneurs et son institution de « gestion » ou de « gouvernance », l'association à bénéfice social. Il s'agit typiquement des fondations à but non lucratif des communautés libres et open source, comme la Fondation Linux ou la Fondation Mozilla, qui gèrent et rendent possible l'infrastructure de coopération. Elles défendent l'utilisation de licences ouvertes, fournissent parfois des formations ou une certification, mais leur mission générale est de rendre possible et de renforcer la coopération. À la différence de la dynamique post-démocratique des communautés contributives polyarchiques, ces institutions à bénéfice social fonctionnent généralement sur la base de procédures démocratiques formelles, comme les élections.

Notre thèse, dans ces conditions, est que ces fondations fonctionnent comme des *polis*, c'est-à-dire des

mini-États, des communautés virtuelles locales et globales qui émergent autour du P2P et des communs. Il en ressort, si l'on passe de l'observation des pratiques existantes à un niveau micro à la vision de la nouvelle forme sociale à part entière que ces pratiques portent en elles-mêmes, qu'il y a bien une place pour une « forme étatique » dans la PPBC. Dans notre vision, la société centrée sur les communs inclut :

- une société civile productive contribuant aux communs :
- un marché éthique et génératif qui crée de la valeur ajoutée autour des communs ;
- une approche d'État partenaire, dont on peut voir une préfiguration à l'œuvre dans certaines expériences urbaines, comme le règlement de Bologne pour le soin et la régénération des communs urbains.

Un État partenaire ne peut pas être simplement un État providence redistributeur qui accepte la suprématie du capital, et tente de discipliner de l'extérieur les acteurs du marché capitaliste. L'État partenaire devrait créer les conditions de l'autonomie des citoyens contributeurs. Cela implique une prédistribution des ressources grâce à des mécanismes comme le revenu de base, plutôt qu'une redistribution *a posteriori*.

L'État partenaire est le garant des droits civiques, mais aussi de l'équipotentialité contributive de tous les citoyens. En l'absence d'une telle fonction au niveau territorial, les communs et leurs communautés auraient un accès inégal aux ressources et aux capacités, ce qui créerait une société plus collaborative mais toujours inégalitaire.

Dans notre vision, cette forme étatique verrait sa séparation de la société se réduire graduellement, à travers la mise en œuvre de procédures et de pratiques démocratiques radicales, comme la rotation.

Les institutions garantes du bien public sont nécessaires face à l'émergence de philosophies politiques individualistes, comme l'anarcho-capitalisme, qui ne conçoivent que des individus passant des contrats entre eux. La société existe, et a besoin de cette forme spécifique d'expression que nous tentons de décrire sous le terme d'État partenaire. La société est pour nous le terrain où opèrent les pairs ou les commoneurs. Les fonctions d'intégration communautaire de la nation ne sont pas près de disparaître, ni les fonctions redistributives de l'État. Il est donc probable qu'elles seront intégrées dans une nouvelle configuration qui les subsume dans des structures globales basées sur les communs.

SUBORDONNER LE CAPITALISME

Sous le capitalisme, les mécanismes de marché sont dominants et contaminent toutes les autres modalités. En d'autres termes, tout tend à être marchandisé. Le capitalisme est une relation extractive, visant la maximisation du profit. Il exploite les travailleurs et tire également profit, désormais, du travail libre des contributeurs aux logiciels libres et open source ou au design ouvert, ainsi que de la communication sur les réseaux sociaux. Il a la même relation extractive vis-à-vis de la nature et de l'environnement.

Dans une société axée sur les communs, le marché continuerait néanmoins à exister. Mais le mode d'existence

de ces formes de marché serait sous domination civique (la « communauté » de Karatani, 2014). Le marché passerait d'une pratique extractive à une pratique générative. Cela signifie tout d'abord que le marché sera au service des communs. Les participants à la PPBC ont du mal à gagner leur vie grâce à leur contribution aux communs numériques. Ils doivent recourir soit à l'État (subventions d'État, par exemple le financement des universités et de la recherche publique, ou les aides à la culture et aux associations), soit au marché capitaliste. Comme mentionné, le soutien de l'État pourrait prendre la forme d'un revenu de base, qui se développerait parallèlement aux modèles d'assistance existants.

Mais les commoneurs doivent également créer un nouveau type d'entité de marché qui leur permette de contribuer aux communs. Comme nous l'avons expliqué précédemment, ils mettent en place des coalitions entrepreneuriales qui créent des produits et des services pour le marché et servent de conduits pour générer un revenu qui permet de poursuivre la construction des communs. Quel rôle le marché capitaliste pourrait-il avoir dans une transition axée sur les communs ?

Nous défendons les formes de licences réciproques basées sur les communs qui ont été appelées « copyfair⁴ » et tiennent à la fois du copyright et du copyleft (pour un examen des enjeux de réciprocité en relation aux licences, voir

4. Pour plus de détails, voir : https://wiki.p2pfoundation.net/CopyFair_License

Vieira et De Filippi, 2014). Le copyleft autorise les entités qui contribuent aux communs à utiliser la ressource librement, tandis que les entités de marché à but lucratif qui ne contribuent pas doivent s'acquitter d'une licence pour avoir le droit de commercialiser certains communs. Cette approche préserve le libre partage du savoir, autrement dit la disponibilité universelle des communs immatériels, mais leur utilisation commerciale est conditionnée par la réciprocité. La « licence de production entre pairs » proposée par Kleiner (2010) est une illustration de ces principes⁵.

Une réciprocité se créerait ainsi entre la sphère du marché capitaliste et celle des communs. Ce qui permettrait en même temps aux entités participant aux écosystèmes des coalitions entrepreneuriales axées sur les communs de mettre en commun et de mutualiser leurs ressources immatérielles (et même leurs ressources matérielles à terme), et d'en bénéficier collectivement.

La logique fondamentale de la modernité est exprimée par les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. Or, premièrement, la PPBC rend possible le libre choix universel de son activité productive. Deuxièmement, le principe de la mutualisation, associé aux pratiques pré-distributives et redistributives de l'État partenaire, répond aux exigences de l'égalité. Troisièmement, l'idéal de solidarité s'incarne dans la réciprocité et les relations éthiques entre pairs et commoneurs au sein d'écosystèmes participatifs. En ce

5. Pour un examen critique de la licence de production entre pairs, voir : https://wiki.p2pfoundation.net/Peer_Production_License

sens, la transition vers une économie et une société centrées sur les communs représente la réalisation du projet encore inachevé de la modernité, tout en intégrant les avantages des modèles sociaux antérieurs.

S'ORGANISER AU NIVEAU LOCAL ET AU NIVEAU GLOBAL

Notre principale recommandation politique consiste en la mise en place, par des coalitions progressistes, d'une plateforme au niveau municipal, régional et national, plateforme qui aurait pour objectif d'augmenter les capacités et l'autonomie des citoyens et des nouvelles forces économiques ancrées dans les communs. Il ne sera pas suffisant de recourir à des politiques publiques « keynésiennes de gauche », d'autant plus qu'elles rencontreraient probablement une opposition résolue de la part de l'oligarchie financière. Cette plateforme politique pro-communs ne devrait pas se limiter à la défense de l'autonomie locale, mais aussi viser à la création de capacités transnationales et translocales, en liant les efforts des citoyens aux réseaux entrepreneuriaux axés sur les communs qui sont actuellement en train de se développer.

Selon nous, les coalitions progressistes devraient donc se concentrer avant tout sur la construction du post-capitalisme. À quelques rares exceptions près (peut-être Barcelone sous la coalition En Comú, ou encore Bologne), les mouvements progressistes actuels sont encore attachés aux vieux paradigmes industriels keynésiens. Cependant, à mesure que ces mouvements découvriront les limites de

cette stratégie, des ouvertures vers des politiques de soutien aux communs pourraient se faire jour. C'est également dans cette perspective que les forces axées sur les communs doivent encourager le développement de capacités translocales et transnationales.

Que faire, donc ? Le nombre d'initiatives civiques ou coopératives en dehors de l'État et des entreprises connaît une augmentation rapide. La plupart de ces initiatives sont orientées vers le local, ce qui est absolument nécessaire. Nous savons qu'il existe aujourd'hui des mouvements qui opèrent au-delà du niveau local et utilisent les réseaux globaux pour s'organiser. Le mouvement des « villes en transition », et la manière dont il utilise ces réseaux pour renforcer les groupes locaux, en constitue sans doute le meilleur exemple.

Mais ce n'est pas suffisant. Nous proposons donc la création de structures translocales et transnationales pour peser sur les rapports de force et les modifier au niveau global. La seule manière de favoriser un changement systémique à l'échelle planétaire est de construire un contre-pouvoir, autrement dit une gouvernance globale alternative. La classe capitaliste transnationale doit voir son pouvoir restreint non seulement par des États-nations qui parviendraient à se coordonner au niveau international, mais aussi par des forces transnationales représentant les commoneurs globaux et leurs organisations.

Nous faisons grand cas des coalitions entrepreneuriales qui renforcent les communs et leurs communautés contributives en créant une économie au service de leurs besoins. Ces coalitions génératives, translocales et

opérant à l'échelle transnationale existent déjà. Parmi les plus connues, on trouve Enspiral (initialement basée en Nouvelle-Zélande), Sensorica (initialement basée à Montréal, Canada), Las Indias (surtout basée en Espagne, mais avec de nombreux membres hispanophones d'Amérique latine) et Ethos VO (basée au Royaume-Uni). Nous sommes convaincus que ce type d'organisation translocale constitue le germe de futures coalitions globales d'entrepreneurs génératifs.

Ces coalitions entrepreneuriales axées sur les communs pourraient être représentées localement par des chambres des communs territoriales, une proposition formulée à l'origine par David Ronfeldt sur le modèle des chambres de commerce⁶. Ces chambres des communs locales exerceraient un lobbying sur les dossiers liés aux communs, une veille active sur les sujets importants, regrouperaient les acteurs intéressés et donneraient forme à un secteur des communs. Nous plaidons pour la création de ces chambres afin de donner une voix au marché éthique et aux coalitions entrepreneuriales qui co-crée des communs et des moyens d'existence pour les commoneurs.

En outre, toujours au niveau local, les associations qui défendent les communs pourraient être représentées dans des assemblées des communs, qui contribueraient à développer un pouvoir civique autour des communs. Elles pourraient réunir tous ceux qui contribuent à créer ou

6. Sur la discussion par David Ronfeldt de sa proposition de chambres des communs, voir : http://wiki.p2pfoundation.net/Chamber_of_the_Commons

à entretenir des biens communs, et tenir lieu de forums pour échanger des expériences et créer du collectif à partir de cette diversité. Une assemblée des communs pourrait, par exemple, organiser des événements sur des sujets liés aux communs, soutenir les forces politiques et sociales porteuses d'une plateforme favorable aux communs, ou encore promouvoir des partenariats entre secteur public et communs et s'y engager. Elle serait liée fraternellement à la chambre des communs locale, ainsi qu'aux autres assemblées existant par ailleurs. Toutes pourraient ainsi œuvrer ensemble à une échelle supérieure et former des fédérations régionales, nationales et transnationales.

Enfin pourraient être créées des fédérations globales regroupant les coalitions entrepreneuriales axées sur les communs. L'objectif serait de connecter entre elles les coalitions entrepreneuriales déjà existantes, afin qu'elles puissent apprendre les unes des autres, mais aussi se construire une voix collective. C'est en ce sens l'équivalent pour le niveau global de la proposition de créer des chambres des communs.

Ces institutions sociales spécifiquement dédiées aux communs doivent se développer parallèlement à l'expression politique plus traditionnelle de l'esprit des communs. On a déjà vu l'émergence de partis politiques, les partis pirates, qui sont l'expression des communautés de partage de fichiers réprimées par les législations sur le copyright, et que cette répression a politisées. Le mouvement 15M dans les villes espagnoles a donné naissance à la coalition Barcelona en Comú, qui est parvenue au pouvoir en faisant spécifiquement référence aux communs dans son

programme, par exemple en proposant le développement d'une économie collaborative fondée sur les communs.

En complément de ce type d'expression spécifique et directe des forces politiques axées sur les communs, nous voyons dans l'acceptation d'une plateforme de défense et de promotion des communs la base possible de nouvelles coalitions progressistes avec des forces politiques existantes. Avec les Pirates représentant la culture numérique, les Verts représentant les communs naturels, et les nouveaux partis de gauche représentant un nouveau (post)industrialisme, nous pourrions assister à l'émergence de nouvelles coalitions majoritaires dont les communs seraient l'élément fédérateur.

Nous devons construire un pouvoir « contre-hégémonique » à l'échelle globale. C'est un travail de maillage continu à tous les niveaux qui va construire les fondations d'un changement systémique : un pouvoir de changement à l'échelle appropriée pour bloquer la force destructrice du capital global et sa prédation de la planète et de ses habitants.

Ce ne serait pas la première fois. Selon Karatani (2014), la raison pour laquelle notre société de marché actuelle est advenue est que l'Europe n'a jamais connu de pouvoir centralisé consolidé. C'est ce qui a donné naissance à des villes indépendantes d'où les marchands ont pu étendre leur pouvoir. Cette force sociale est devenue dominante après la chute des monarchies absolues. Les forces de marché avaient donc une longue histoire derrière elles avant que des révolutions sociales et politiques ne fassent du marché la force dominante. Le capitalisme a gagné grâce aux forces pro-capitalistes qui lui préexistaient.

Les commoneurs, eux aussi, existent déjà. Nous utilisons des communs numériques et nous dépendons de communs physiques. Les commoneurs devraient donc suivre la même stratégie multimodale, c'est-à-dire construire leur pouvoir et leur influence de manière préfigurative à tous les niveaux. Bien sûr, tout comme les ouvriers, nous devons pour ce faire développer la conscience que nous sommes tous des commoneurs. Quiconque participe ou co-construit une ressource partagée sans l'exploiter est de fait un commoneur. La question est de savoir comment les gens évaluent le « poids relatif » de la modalité des communs dans leurs vies, et si les communs s'intègrent à leur imaginaire social d'un avenir désirable.

Parce que nous vivons dans un monde multimodal, il n'y aurait aucun sens, et il serait impossible, de créer un monde des communs « totalisant ». Nous pouvons cependant chercher à faire advenir une société centrée sur les communs où les forces de marché et les fonctions étatiques seraient « disciplinées » au service des communs. Comme l'a fait le capital avant nous, nous devons gagner en force au sein d'un monde multimodal.

RÉSUMÉ DE NOS PROPOSITIONS

Voici un résumé de nos propositions en vue d'une stratégie multimodale de transvestissement, et d'organisation militante au niveau local et global.

Le premier pas est de combattre les pratiques extractivistes et rentières des entités à but lucratif vis-à-vis des communs et des acteurs économiques qui gravitent autour de

ces derniers. Les commoneurs doivent mettre en œuvre des stratégies de transvestissement visant à transférer la valeur qu'ils produisent de la modalité marchande capitaliste à la modalité des communs. Nous proposons donc que :

- les commoneurs mutualisent les ressources numériques (par exemple, les communs du savoir, du logiciel et du design), voire les ressources physiques (par exemple, le partage d'équipements de production). Nous avons besoin de *mise en commun* partout où c'est possible ;
- les commoneurs établissent leurs propres entités économiques et créent des moyens de subsistance pour leurs communautés productives. Nous avons besoin de *coopératives ouvertes* ;
- ces entités recourent à des licences basées sur la réciprocité et les communs pour se protéger des entreprises capitalistes qui veulent en capturer la valeur. Nous avons besoin de *copyfair* ;
- les coopératives ouvertes s'organisent en écosystèmes économiques participatifs qui génèrent des revenus pour leurs communautés. Nous avons besoin de *coalitions entrepreneuriales axées sur les communs*.

Ce qui nous mène à la seconde étape, à savoir la construction d'un contre-pouvoir à l'échelle municipale, régionale et globale. Nous plaçons pour :

- la création d'institutions *locales* donnant voix aux entreprises axées sur les communs qui construisent des communs et des moyens d'existence pour les commoneurs. Nous avons besoin de *chambres des communs* ;
- la création d'associations de citoyens et de commoneurs *locales* ou affinitaires, qui rassemblent tous

ceux qui contribuent aux biens communs, les entretiennent ou s'y intéressent, que ces biens soient matériels ou immatériels. Nous avons besoin d'*assemblées des communs* ;

- la création d'une association *globale* qui relie les entreprises axées sur les communs déjà existantes, afin qu'elles apprennent les unes des autres et se construisent une voix collective. Nous avons besoin d'une *association entrepreneuriale axée sur les communs* ;

- la création de coalitions *globales* et *locales* entre partis politiques (par exemple, les partis pirates, les Verts, la nouvelle gauche) dont les communs seraient l'élément fédérateur. Nous avons besoin d'une *plateforme politique commune et centrée sur les communs*.

POURQUOI CETTE TRANSITION EST POSSIBLE

Nous nous sommes efforcés d'articuler une nouvelle manière de concevoir la vaste transition sociétale qui est devant nous, en proposant une stratégie intégrative sensiblement différente des grands récits traditionnels de la gauche des XIX^e et XX^e siècles. En quoi la stratégie que nous proposons nous paraît-elle offrir des perspectives plus solides ?

Premièrement, cette stratégie est cohérente avec les leçons de l'Histoire, qui suggèrent que les révolutions politiques n'ont jamais causé ni précédé des reconfigurations profondes du pouvoir social, et n'ont toujours fait que les parachever (Karatani, 2014). Le développement de la nouvelle classe bourgeoise et de ses pratiques a précédé les

révolutions sociales qui ont concrétisé sa domination. Une convergence de données suggère que le nombre croissant des commoneurs représente, à l'état préfiguratif, le fondement d'un nouveau sujet historique en première ligne de cette transition.

Les attentes culturelles changeantes des générations « milléniale⁷ » et « post-milléniale », qui ont un désir de sens dans leurs engagements et dans leur travail que le régime actuel ne peut pas satisfaire, tiennent une place importante dans nos réflexions. La précarisation du travail causée par le néolibéralisme suscite une recherche d'alternatives, et l'attractivité culturelle de l'auto-organisation *via* le P2P et les attitudes qui le soutiennent est un facteur de croissance des réseaux et des communautés axés sur les communs.

En outre, le modèle de la PPBC peut créer les conditions d'une production véritablement durable. Le passage à des pratiques d'économie circulaire durable apparaît impossible à imaginer dans le cadre du régime propriétaire actuel. L'application systématique des principes inhérents à l'économie des communs peut créer les efficacités thermodynamiques nécessaires à une production durable.

Enfin, la crise de la gauche elle-même, désormais reléguée à la gestion des impasses du néolibéralisme et des limites des modèles (post-)keynésiens, illustre le besoin vital de renouveler la réflexion stratégique des forces

7. Autrement appelées générations « Y » ou « Z », les générations « milléniale » et « post-milléniale » regroupent les individus nés entre 1980 et 2000 environ. (NdE)

dédiées à l'émancipation humaine et à la construction d'un monde durable.

Nous sommes convaincus que cette stratégie de transition multimodale centrée sur les communs représente une opportunité de sortir par le haut de la crise actuelle, et de répondre aux aspirations culturelles et politiques des nouvelles générations imprégnées par les communs. Les commoneurs sont déjà là, les communs aussi, ainsi que toutes les formes préfiguratives d'un nouveau régime de valeur.

POUR ALLER PLUS LOIN

Pour les lecteurs qui souhaiteraient approfondir leur connaissance des dynamiques P2P et des communs, en débattre, voire participer à la documentation de ces dynamiques, le site Internet (wiki, blog et autres pages) de la Fondation P2P (P2PFoundation.net) constitue le meilleur point de départ possible. En complément, CommonsTransition.org est une autre excellente source, particulièrement en relation avec la problématique de la transition. Enfin, la bibliothèque en ligne de P2PLab.gr propose diverses publications académiques sur le sujet.



REMERCIEMENTS

Ce livre ne pouvait être que le résultat d'une production par les pairs basée sur les communs. Michel Bauwens et Vasilis Kostakis en sont les principaux auteurs, mais cet essai n'aurait pas pu prendre forme sans la contribution de nombreux chercheurs, activistes, collègues et amis. Les auteurs expriment leur immense gratitude à Patrick Barrett, Tiberius Brastaviceanu, Kevin Carson, William Charlton, le groupe de lecture Décroissance de l'Université autonome de Barcelone, Maïa Dereva, Wolfgang Drechsler, Chris Giotitsas, Neal Gorenflo, Baruch Gottlieb, Simon Grant, Ted Howard, Alexandros Kioupkiolis, Nicolas Krausz, Vasilis Niaros, Vasilis Ntouros, Alekos Pantazis, Evangelos Papadimitropoulos, George Papanikolaou, Aleks Pazaitis, Christina Priavolou, Thanasis Priftis, les rédacteurs du magazine ROAR, Nathan Schneider, Felix Stadler, Henry Tam, Stacco Troncoso, Ann Marie Utratel, Jaap van Till et Erik Olin Wright.

Comme de coutume, toutes les erreurs éventuelles demeurent de la seule responsabilité des auteurs principaux.

FINANCEMENT

Les auteurs souhaitent remercier la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme pour toute l'assistance qu'elle leur a apportée. Le manuscrit original a été corédigé à distance par Michel Bauwens et Vasilis Kostakis

MANIFESTE POUR UNE VÉRITABLE ÉCONOMIE COLLABORATIVE

durant une retraite de quatre mois du premier à Madison, Wisconsin, États-Unis, rendue possible par le soutien financier du Havens Center et de la Link Foundation. Vasilis Kostakis a également bénéficié d'un soutien financier du ministère estonien de l'Éducation et de la Recherche à travers des bourses académiques IUT (19-13) et B52.

RÉFÉRENCES

Tous les sites Internet ont été consultés en date du 21 novembre 2016.

ANDERSON B. (1983), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres et New York, Verso. (Trad. fr. : *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.)

BARBROOK R. et CAMERON A. (2015), *The Internet Revolution: From Dot-com Capitalism to Cybernetic Communism*, Amsterdam, Institute of Network Cultures.

BAUWENS M. (2009), "Class and Capital in Peer Production", *Capital & Class*, 33, p. 121-141.

BAUWENS M. et KOSTAKIS V. (2015), "Towards a New Reconfiguration Among the State, Civil Society and the Market", *Journal of Peer Production*, 7, p. 1-6. En ligne : <http://peerproduction.net/issues/issue-7-policies-for-the-commons/peer-reviewed-papers/towards-a-new-reconfiguration-among-the-state-civil-society-and-the-market/>

BAUWENS M. et KOSTAKIS V. (2016), "Why Platform Co-ops Should Be Open Co-ops", in T. SCHOLZ et N. SCHNEIDER (eds), *Ours to Hack and to Own: The Rise of Platform Cooperativism, a New Vision for the Future of Work and a Fairer Internet*, New York, OR Books, p. 163-166.

BAUWENS M. et NIAROS V. (2017), *Value in the commons economy: Developments in open and contributory value accounting*, Berlin, Heinrich Böll Stiftung.

BELL D. (1974), *The Coming of Post-Industrial Society*, New York, Basic Books. (Trad. fr. : *Vers la société post-industrielle*, Robert Laffont, 1976.)

BENKLER Y. (2006), *The Wealth of Networks: How Social Production Transforms Markets and Freedom*, New Haven, Yale University Press. (Trad.

fr. : *La Richesse des réseaux. Marchés et libertés à l'heure du partage social*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2009.)

BENKLER Y. (2014), "Between Spanish Huertas and the Open Road: A Tale of Two Commons?", in B. FRISCHMANN, M. MADISON et K. STRANDBURG (eds.), *Governing Knowledge Commons*, New York, Oxford University Press, p. 69-98.

BOEHM C. (2001), *Hierarchy in the Forest: The Evolution of Egalitarian Behavior*, Cambridge, Harvard University Press.

BOLLIER D. (2014), "The Commons as a Template for Transformation", *Great Transition Initiative*. En ligne : www.greattransition.org/document/the-commons-as-a-template-for-transformation

BROUMAS A. (à paraître), "Commons' Movements and Progressive Governments as Dual Power: The Potential for Social Transformation in Europe", *Capital & Class*.

DE MOOR T. (2008), "The Silent Revolution: A New Perspective on the Emergence of Commons, Guilds, and Other Forms of Corporate Collective Action in Western Europe", *International Review of Social History*, 53, p. 179-212.

DE MOOR T., (2013), *Homo Cooperans: Institutions for Collective Action and the Compassionate Society*, Utrecht, Utrecht University Press.

DE PEUTER G. et DYER-WITHEFORD N. (2010), "Commons and Cooperatives", *Affinities*, 4(1), p. 30-56.

DOBUSCH L. et QUACK S. (2010), "Managing Boundaries between Organizations and Communities: Comparing Creative Commons and Wikimedia", 3rd Free Culture Research Conference, 8-9 octobre 2010, Berlin.

DRUCKER P. (1969), *The Age of Discontinuity*, Londres, Heinemann. (Trad. fr. *La Grande Mutation. Vers une nouvelle société*, Éditions d'Organisation, 1970.)

EISENSTEIN E. (1983/2012), *The Printing Revolution in Early Modern Europe* (2nd edition), New York, Cambridge University Press. (Trad. fr. : *La Révolution de l'imprimé à l'aube de l'Europe moderne*, La Découverte, 1991.)

- ELLIOTT M. (2006), "Stigmergic Collaboration: The Evolution of Group Work", *M/C Journal: A Journal of Media and Culture*, 9(2). En ligne : <http://journal.media-culture.org.au/0605/03-elliott.php>
- ELTANTAWY N. et WIEST J. B. (2011), "The Arab Spring| Social Media in the Egyptian Revolution: Reconsidering Resource Mobilization Theory", *International Journal of Communication*, 5. En ligne : <http://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/1242/597>
- FEDERICI S. et CAFFENTZIS G. (2007), "Notes on the Edu-Factory and Cognitive Capitalism", *The Commoner*, 12, p. 63-70.
- FISKE A. P. (1993), *Structures of Social Life*, Ontario, Free Press.
- HARDIN G. (1968), "The Tragedy of the Commons", *Science*, 162, p. 1243-1248.
- KARATANI K. (2014), *The Structure of World History: From Modes of Production to Modes of Exchange*, Durham et Londres, Duke University Press.
- KELLY M. (2012), *Owning Our Future: The Emerging Ownership Revolution*, San Francisco, Berrett-Koehler.
- KHAMIS S. et VAUGHN K. (2011), "Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance", *Arab Media and Society*, 14. En ligne : www.arabmediasociety.com/?article=769
- KLEINER D. (2010), *The Telekommunist Manifesto*, Amsterdam, Institute of Network Cultures.
- KLEINER D. (2016), "What Economy? Profit Versus Sustainability". En ligne : www.youtube.com/watch?v=iGBzhon_vS0&feature=youtu.be&t=36m1s
- KOSTAKIS V. et BAUWENS M. (2014), *Network Society and Future Scenarios for a Collaborative Economy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- KOSTAKIS V., LATOUFIS K., LIAROKAPIS M. et BAUWENS M. (2016a), "The Convergence of Digital Commons with Local Manufacturing from a Degrowth Perspective: Two Illustrative Cases", *Journal of Cleaner Production*. En ligne : www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959652616314184

KOSTAKIS V., NIAROS V., DAFERMOS G. et BAUWENS M. (2015), "Design Global, Manufacture Local: Exploring the Contours of an Emerging Productive Model", *Futures*, 73, p. 126-135.

KOSTAKIS V., ROOS A. et BAUWENS M. (2016b), "Towards a Political Ecology of the Digital Economy: Socio-environmental Implications of Two Value Models", *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 18, p. 82-100.

MALCOMSON S. (2016), *Splinternet: How Geopolitics and Commerce Are Fragmenting the World Wide Web*, Londres et New York, OR Books.

MANZINI E. (2016), "Small, Local, Open, and Connected: Design for Social Innovation and Sustainability". En ligne : http://sds.parsons.edu/designdialogues/?post_type=article&p=501

MASSON G. (2015), "Review of Karatani, Kojin, The Structure of World History: From Modes of Production to Modes of Exchange", H-Empire, H-Net Reviews. En ligne : www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=42510

MARSH L. et ONOF C. (2007), "Stigmergic Epistemology, Stigmergic Cognition", *Cognitive Systems Research*, 9(1-2), p. 136-149.

MOORE P. et KARATZOGIANNI A. (2009), "Parallel Visions of Peer Production", *Capital & Class*, 33, p. 7-11.

MOULIER-BOUTANG Y. (2012), *Cognitive Capitalism*, Cambridge, Polity Press. (Traduit du français : *Le Capitalisme cognitif*, Éditions Amsterdam, 2007.)

ORSI C. (2009), "Knowledge-Based Society, Peer Production and the Common Good", *Capital & Class*, 33, p. 31-51.

OSTROM E. (1990), *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press. (Trad. fr. : *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck, 2010.)

PAPADIMITROPOULOS E. (2016), "Socialisme ou Barbarie: From Castoriadis' Project of Individual and Collective Autonomy to the Collaborative Commons", *TripleC*, 14(1). En ligne : www.triple-c.at/index.php/tripleC/article/view/739/849

- PAZAITIS A., KOSTAKIS, V. et BAUWENS M. (2016), "Digital Economy and the Rise of Open Cooperativism: the Case of the Enspiral Network", *Transfer: European Review of Labour and Research*.
- P2P FOUNDATION (2016), "Cosmo-Localization". En ligne : <https://wiki.p2pfoundation.net/Cosmo-Localization>
- POLANYI K. (1944/2001), *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time* (2nd edition), Boston, Beacon Press. (Trad. fr. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.)
- RAMOS J., BAUWENS M. et KOSTAKIS V. (2017), "P2P and Planetary Futures", in D. BANERJI et M. PARANIJPE (eds.), *Critical Posthumanism and Planetary Futures*, Zurich, Springer.
- RIGI J. (2012), "Peer Production as an Alternative to Capitalism: A new Communist Horizon", *Journal of Peer Production*, 1(1). En ligne : <http://peerproduction.net/issues/issue-1/invited-comments/a-new-communist-horizon/>
- RIGI J. (2013), "Peer Production and Marxian Communism: Contours of a New Emerging Mode of Production", *Capital & Class*, 37(3), p. 397-416.
- RIGI J. (2014), "The Coming Revolution of Peer Production and Revolutionary Cooperatives: A Response to Michel Bauwens, Vasilis Kostakis and Stefan Meretz", *TripleC*, 12(1), p. 390-404.
- ROGERS T. et SZAMOSSZEGI A. (2011), "Fair Use in the U.S. Economy: Economic Contribution of Industries Relying on Fair Use", Washington DC, Computer & Communications Industry Association.
- SCHOLZ T. (2012), *Digital Labor: The Internet as Playground and Factory*, New York, Routledge.
- SCHOR J. et FITZMAURICE C. (2015), "Collaborating and Connecting: The Emergence of a Sharing Economy", in L. Reisch et J. Thøgersen (eds.), *Handbook on Research on Sustainable Consumption*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 410-425.

MANIFESTE POUR UNE VÉRITABLE ÉCONOMIE COLLABORATIVE

TAPSCOTT D. et WILLIAMS A. (2006), *Wikinomics: How Mass Collaboration Changes Everything*, New York, Portfolio. (Trad. fr. : *Wikinomics : Wikipédia, Linux, YouTube, comment l'intelligence collaborative bouleverse l'économie*, Pearson, coll. « Village mondial », 2007.)

TARRIUS A. (2015), *Étrangers de passage. Poor to poor, peer to peer*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.

THALER R. et SUNSTEIN C. (2009), *Nudge: Improving Decisions About Health, Wealth and Happiness*, New York, Penguin Books. (Trad. fr. *Nudge. La méthode douce pour inspirer la bonne décision*, Pocket, 2012.)

Thompson, E. P. (1971), "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past & Present*, 50(1), p. 76-136.

VARGAS J. A. (2012), "How an Egyptian Revolution Began on Facebook", *The New York Times*, 17 février 2012. En ligne : www.nytimes.com/2012/02/19/books/review/how-an-egyptian-revolution-began-on-facebook.html?pagewanted=all&r=1&

VIAL J. (2016), "Hacking Capitalism with Capped Returns", in Joshua VIAL (blog). En ligne : <http://joshuavial.com/capped-returns>

VIEIRA S. et DE FILIPPI P. (2014), "Between Copyleft and Copyfarleft: Advance Reciprocity for the Commons", *Journal of Peer Production*. En ligne : <http://peerproduction.net/issues/issue-4-value-and-currency/invited-comments/between-copyleft-and-copyfarleft-advance-reciprocity-for-the-commons/>

WARK M. (2004), *A Hacker Manifesto*, Boston, Harvard University Press. (Trad. fr. : *Un manifeste hacker*, Criticalsecret, 2006.)

WEBSTER F. (2006), *Theories of the Information Society*, New York, Routledge.

WRIGHT E. O. (2015), "How to Be an Anticapitalist Today", *Jacobin Magazine*. En ligne : www.jacobinmag.com/2015/12/erik-olin-wright-real-utopias-anticapitalism-democracy/

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
---------------------	---

I. NOTRE PROPOS EN BREF	17
--------------------------------	----

Qu'est-ce que le P2P et quels sont ses liens avec les communs ?	18
---	----

Les technologies P2P sont-elles bonnes, mauvaises ou sans incidence ?	21
---	----

Quels sont les liens du P2P avec le capitalisme ?	23
---	----

Comment, en pratique, le P2P sera-t-il mis en œuvre ?	26
---	----

Vers une société centrée sur les communs ?	30
--	----

II. LE P2P COMME MODE DE PRODUCTION	33
--	----

Des compétences et motivations variées	34
--	----

Une « hétérarchie » transparente	35
----------------------------------	----

Un nouvel écosystème de création de valeur	36
--	----

Le cas Enspiral	40
-----------------	----

Mesurer les dynamiques PPBC	42
-----------------------------	----

Passer de l'échelle micro à l'échelle macro	45
---	----

III. LE P2P COMME CADRE SOCIO-TECHNOLOGIQUE	49
Deux modèles génériques	52
Le modèle extractif du capitalisme cognitif	57
Le modèle génératif de la production par les pairs basée sur les communs	64
<hr/>	
IV. UNE STRATÉGIE DE TRANSITION P2P BASÉE SUR LES COMMUNS	73
Mutualisation des ressources partout où c'est possible	75
Introduire la réciprocité	76
De la redistribution à l'autonomisation et à la prédistribution	80
Subordonner le capitalisme	82
S'organiser au niveau local et au niveau global	85
Résumé de nos propositions	90
Pourquoi cette transition est possible	92
<hr/>	
POUR ALLER PLUS LOIN	95
<hr/>	
REMERCIEMENTS	97
Financement	97
<hr/>	
RÉFÉRENCES	99



